

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

TOUS A LA MANIFESTATION

POUR FAIRE
ECHEC A STOLERU

LE SAMEDI 8 JUILLET
DE BARBES A NATION

Editorial

Il faut défendre l'Humanité rouge

Le 28 juin, le « Quotidien de Paris » a publié son dernier numéro. Outre des questions de rentabilité de la société qui le finançait, sans doute n'avait-il pas le reins suffisamment solides pour survivre dans la concurrence acharnée entre les différentes mass-média.

Pour s'en sortir, la grande presse est forcément amenée à dépendre étroitement de la publicité capitaliste, de subventions gouvernementales (y compris l'« Humanité ») et de moyens tels que le fac-similé qui lui permettent d'accroître sa diffusion.

Nous n'avons recours à aucun de ces moyens et pourtant l'« Humanité rouge », porte-parole du Parti communiste marxiste-léniniste vit et se développe. C'est qu'elle constitue un instrument, une arme au service de la lutte du prolétariat et qu'en retour les travailleurs la soutiennent financièrement comme politiquement.

Certes, ce n'est pas facile dans notre société où le chômage, les licenciements et les bas-salaires sont encore accrus avec le nouveau plan Barre. Mais n'est-ce pas aussi une raison supplémentaire pour élargir la diffusion d'une presse au service de la lutte de classe que mène le prolétariat.

C'est ce qui nous amène à demander à nos lecteurs d'intensifier la bataille financière qui est aussi et en premier lieu une bataille politique. D'habitude pendant la période des congés, la souscription se ralentit. Pourtant nous avons actuellement de grandes difficultés financières et des échéances pour les mois qui viennent.

C'est pourquoi nous vous demandons de faire tout votre possible pour inciter les travailleurs qui vous entourent, connaissent ou lisent notre presse, à continuer de souscrire régulièrement pendant les deux mois qui viennent. Et à tous nous vous disons à bientôt.

Jean NESTOR.

CONTRE LES MENACES DE GUERRE !

Lire en page 5 le Rapport Politique adopté à la 3e session du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France



Renault-Flins — Foyers Sonacotra Mettre en échec la répression

Après six semaines de grève et d'une lutte extrêmement déterminée, menée par les OS, l'atelier des presses de Flins est de nouveau entre les mains de la Régie.

Dans la nuit de mardi à mercredi, 200 nervis armés de barres de fer ont agressé les grévistes et les ont chassés par la force de l'atelier. Mais la direction de la Régie n'en reste pas là : après la matraque, ce sont les sanctions. Soixante-huit licenciements ont déjà été prononcés contre les grévistes. Quinze autres

menaces de licenciement sont en cours et la direction demande le licenciement de cinq délégués (deux CGT et trois CFDT).

Les menaces vont même au-delà, si l'on en croit les déclarations des cadres-flics de la CGC de Flins, qui parlent des OS des presses comme d'un « groupe de forcenés qui sèment la terreur dans l'usine ».

La CGC suggère à la direction d'intervenir auprès des ministères de l'Intérieur et de la Justice pour que « les meneurs

quittent le territoire de l'entreprise, soient jugés et sanctionnés ».

C'est exactement la même procédure que celle qui est engagée par Stoleru à l'encontre d'une centaine de résidents des foyers Sonacotra en grève.

Le pouvoir veut juger, sanctionner, et... expulser (?) les « meneurs » du Comité de coordination. Le pouvoir veut licencier, juger, sanctionner et... expulser (?) les « meneurs » de la grève de Flins.

Le pouvoir veut briser

toutes les luttes de la classe ouvrière, empêcher, par la répression brutale, que se développe une riposte des travailleurs au plan Barre.

La mobilisation contre la répression et les expulsions est décisive, elle doit être menée énergiquement dès aujourd'hui.

Quant au silence des directions confédérales sur cette question, s'il devait encore se prolonger, il marquerait leur complicité active avec les licenciements et les expulsions.

Le parti s'édifie au cœur des luttes

Lire page 3

Cambodge

Renforcer le soutien au Kampuchea démocratique

Lire page 2

Armée; négociations sur le désarmement

Brimades pour le contingent, récompenses pour le tortionnaire Erulin. Le gouvernement s'oppose aux superpuissances mais invite les généraux soviétiques à venir se renseigner sur les forces armées...

[Lire page 4

Arsenaux-Vosges

Le point sur les luttes.

Editorial

Détermination, unité, coordination

[Lire page 10

La riposte au viol de Fatima

Reportage

La lutte des Moulinex

Enquête

Lire page 11

Presse

« La main noire du monopole Hersant ». Le fac-similé lui sert d'instrument contre la liberté de la presse

Lire page 12



● Espagne

Giscard parle de l'Europe verte

Un million d'ouvriers agricoles en grève

Giscard a accompli cette semaine la première visite d'un chef d'Etat français en Espagne depuis 1928. Les discussions qui se sont déroulées ont essentiellement porté sur le problème de l'entrée en Espagne dans le Marché commun. C'est assurément le sujet qui dominera encore jusqu'à la fin du voyage officiel, samedi.

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée à l'issue de la première journée, Giscard s'est prononcé pour le soutien de la France à l'entrée de l'Espagne dans la communauté européenne, mais tout en précisant cependant que cette entrée n'irait pas sans poser de problèmes. Les problèmes, ils se posent d'ailleurs déjà en France, où des viticulteurs avaient dressé des barrières routières pour protester contre une éventuelle concurrence accrue des produits agricoles espagnols. L'Espagne, en effet, tout comme la Grèce et le Portugal, qui ont également demandé leur admission dans la CEE, est un pays essentiellement agricole dont les structures agraires et le climat naturel permettent d'obtenir des prix de revient assez bas.

En Espagne, particulièrement, la structure agricole est fortement basée sur l'exploitation d'ouvriers agricoles sur de grandes propriétés. L'exemple de l'Andalousie et de l'Estramadure est à ce sujet particulièrement significatif : la lutte que mènent les ouvriers agricoles surexploités dans ces régions est, elle aussi, particulièrement significative. Juste une semaine avant l'arrivée de Giscard à Madrid, c'est un mil-

lion d'ouvriers agricoles qui étaient en grève générale dans ces deux provinces.

LA TERRE AUX MAINS DE QUELQUES-UNS

L'exemple de l'Estramadure : cette province de 4 millions d'hectares est aux mains de 1 000 grands propriétaires qui, d'ailleurs se soucient bien peu de les mettre toutes en valeur, préférant la rentabilité maximum à toute autre considération. Ainsi, aujourd'hui, 50 % de ces terres sont en friche et restent improductives. Les quatre réformes agraires qu'ont promulguées les différents gouvernements franquistes, loin de transformer cet état de chose, n'ont eu jusqu'ici comme effet d'enrichir ces grands propriétaires avec des fonds publics. Certaines familles possèdent des milliers d'hectares, 20 000 pour la famille Falco, 14 000 pour Fernandez de Cordoba, etc. Sur ces terres travaillent des centaines de milliers d'ouvriers agricoles, ils forment 47 % de la population active de la région, dont le revenu annuel par famille est inférieur à 70 % de la moyenne nationale, laquelle n'est déjà pas très élevée. Chez ces ouvriers agrico-

les sévit de plus un taux de chômage des plus élevés du pays, ceci n'étant d'ailleurs pas l'apanage de l'Estramadure : en Andalousie, une autre province agricole, 450 000 personnes sont actuellement au chômage.

UN MOUVEMENT SANS PRECEDENT

Le 20 juin dernier, un grand mouvement de grève était décidé à l'appel des syndicats, Syndicat unitaire, commissions ouvrières, et UGT, pour protester contre le chômage et exiger la mise en place d'une réforme agraire. C'est plus d'un million de travailleurs et de chômeurs qui ont participé à ce mouvement et aux assemblées qui se sont tenues dans presque tous les villages d'Andalousie et d'Estramadure. 70 % des commerçants avaient baissé leurs volets en signe de solidarité avec les grévistes, suivant en cela l'exemple des ouvriers de la métallurgie et de la construction navale.

Dans tous les meetings locaux, c'est la même exigence qui s'est faite jour. En premier lieu, du travail pour tous et l'application des mesures permettant, comme cela est tout à fait possible, que chacun puisse travailler et vivre normalement de son travail à la terre. A cela s'ajoutent des revendications plus directes comme l'emploi obligatoire, pour les propriétaires d'un nombre minimum d'ouvriers par hectare, le rattachement de la sécurité so-



Un aspect de la marche de 14 km des journaliers de Guadoror jusqu'à Carmona. Sur la banderole, on peut lire « Pour un emploi, l'électricité, l'eau et le loyer gratuit ».

Elle s'est terminée par un meeting de 60 personnes au cours duquel est intervenu un dirigeant du mouvement unitaire des chômeurs.



cale agricole au régime général et l'expropriation des terres laissées à l'abandon.

Un des faits marquants de cette journée de lutte, en plus de son ampleur sans précédent, c'est qu'elle a marqué l'unité des

ouvriers agricoles, des journaliers et des chômeurs, toutes catégories que les propriétaires tentent de dresser l'une contre l'autre, en cas de grève notamment.

A la veille de la venue de

Giscard venu discuter de questions agricoles, cette mobilisation des paysans espagnols a marqué une grande victoire avec laquelle Juan Carlos et les capitalistes espagnols de l'agriculture devront compter.

Les manoeuvres de Moscou dans la Mer Rouge confirmées et dénoncées

● Conférence de presse des mouvements de libération de l'Erythrée

Les deux mouvements de libération nationale de l'Erythrée, le FPLE et le FLE ont annoncé, mercredi, lors d'une conférence de presse, qu'ils étaient prêts à entamer des négociations avec l'Ethiopie afin de « parvenir à un règlement juste et pacifique du problème érythréen. Ce règlement doit être fondé sur le droit à l'autodétermination conformément aux principes de la démocratie et de la justice ».

Les deux fronts qui ont créé une commission commune pour les relations internationales présentent maintenant une stratégie et une ligne identique.

A propos de la situation sur le terrain, ils ont déclaré que les combats se poursuivaient à l'ouest d'Asmara (capitale de l'Erythrée) où les forces éthiopiennes ont lancé une offensive depuis le 17 juin.

Enfin, interrogés sur leur attitude face à la mainmise soviétique sur la région, ils ont déclaré : « Nous sommes hostiles à l'impérialisme, mais nous sommes également opposés à toute sorte d'hégémonie dans la région ». Ils ont condamné toutes les alliances militaires et toute ingérence dans les affaires intérieures.

La DERG, gouvernement militaire qui dirige l'Ethiopie, tient quant à lui toujours les mêmes propos : il faut la guerre contre l'Erythrée, même si ce doit être long et difficile. Il appelle au sacrifice du peuple éthiopien pour lutter contre le peuple érythréen qui se bat pour son indépendance alors qu'il y a déjà un million de personnes touchées par la famine en Ethiopie suite aux efforts de guerre de ce pays.

Derrière tout cela, on retrouve l'URSS qui permet, soutient et participe à cette offensive.

● A propos du coup d'Etat au Sud-Yemen

La stratégie de l'URSS dans la région, c'est aussi le coup d'Etat au Sud-Yemen. Un journal égyptien, « Al Ahrâm » apporte de nouveaux éléments sur ce coup d'Etat se basant pour cela sur des rapports parvenus d'Aden aux capitales arabes.

Le quotidien, citant ces rapports, affirme que ce sont des pilotes soviétiques qui ont bombardé, à bord d'appareils MIG, le palais de la présidence d'Aden. Des forces cubaines et pro-

venance d'Ethiopie ont commencé à déferler sur Aden au cours des dernières 48 heures, afin de consolider la prise de pouvoir par Abdel Fattah Ismail, l'inconditionnel de Moscou. Cinq cents soldats cubains, précise « Al Ahrâm » sont arrivés à Aden depuis le putsch de lundi dernier et le nombre d'experts soviétiques et cubains se trouvant actuellement à Aden s'élève à 6 000 hommes.

Toujours selon le journal, les

médecins yéménites de service dans les hôpitaux civils et militaires d'Aden ont été évacués et remplacés par des médecins cubains et soviétiques.

Le journal certifie également que c'est grâce au soutien et à la participation de Soviétiques, Cubains et Allemands de l'Est, que le coup d'Etat contre le président Robaysa, partisan d'une politique de non-alignement, a pu se produire et réussir.

Renforcer le soutien au Kampuchéa démocratique

(Cambodge)

Le 17 avril 1975, après cinq ans de lutte, les forces armées de libération nationale du Kampuchea, libéraient Phnom Penh des forces impérialistes américaines et du fantoche Lon Nol.

L'impérialisme américain avait mené au Kampuchea une guerre particulièrement destructrice et barbare. D'innombrables villes et villages avaient été rasés et rayés à jamais de la carte. 800 000 Cambodgiens avaient été tués, il y avait 240 000 invalides, 80 % des usines étaient détruites, 50 à 60 % des animaux de labour tués, 80 % des forêts dévastées dont 70 % des forêts d'hévéas (caoutchouc) l'ensemble du pays était criblé de cratères de bombes (4 000 à 5 000 bombes par jour de février à août 1973).

Le peuple du Kampuchea, sous la direction de son parti communiste se mit alors vaillamment à recons-

truire le pays et à édifier une société nouvelle.

Dès lors, une grande campagne de calomnies se déclina contre le Kampuchea démocratique, particulièrement dans notre pays avec l'aide de la presse de la bourgeoisie de droite et de celle du PCF. Aujourd'hui, le peuple du Kampuchea connaît à nouveau l'agression. Les troupes du Vietnam qui pourtant avaient connu la même agression et la même lutte, poussées par le social-impérialisme soviétique, se sont lancées à l'assaut du Kampuchea nouveau, dans le vain espoir de réaliser une « fédération indochinoise » dirigée par Hanoi.

Le peuple cambodgien résiste et remportera certainement la victoire, comme il l'a toujours fait : en comptant principalement sur ses propres forces. Mais aujourd'hui, plus que jamais, il a

également besoin de notre soutien.

Ce soutien c'est principalement de riposter aux campagnes de calomnies contre le Kampuchea démocratique, de faire connaître ses positions. Il faut lire et diffuser les différentes brochures éditées par les Cambodgiens eux-mêmes, la brochure « Kampuchea démocratique, l'aube d'une vie nouvelle » (éditée par APN-Editions), il faut organiser des projections des films « Kampuchea démocratique » et « Peuple héroïque ». Il faut, comme l'ont fait les amis du Kampuchea de Montpellier avec le « Comité d'information et de soutien au Kampuchea démocratique », créer partout où c'est possible des comités de soutien au Kampuchea démocratique. Au moment où l'indépendance et l'intégrité territoriale du Kampuchea sont à nouveau menacées, c'est là une tâche importante.

Le Parti communiste marxiste-léniniste s'édifie au coeur des luttes

Nous avons déjà expliqué dans nos précédentes éditions la nécessité de reconstruire un parti puissant, indépendant de la bourgeoisie au pouvoir comme du parti révisionniste et qui soit à même de conduire la classe ouvrière à la victoire dans sa lutte contre le capitalisme. Luc Dacier nous parle aujourd'hui des caractéristiques très positives qui se manifestent dans les luttes actuelles. Il explique comment le Parti communiste marxiste-léniniste, ses cellules et ses militants prennent part à ces luttes ; comment ils s'efforcent d'y jouer leur rôle de communistes authentiques.

Les luttes menées aujourd'hui par les métallos de la Régie nationale des usines Renault, notamment les OS des grosses presses de Flins, de Moulinex, des arsenaux pour de justes revendications salariales, celles menées par les ouvrières et les ouvriers du textile des usines Boussac, des tanneries du Puy pour s'opposer aux licenciements ; de même, la lutte des résidents de la Sonacotra qui s'opposent depuis janvier 1975 aux hausses des loyers ; toutes ces luttes sont menées dans l'unité.

Ces luttes correspondent bien à la lutte classe contre classe. Elles s'opposent par et dans l'action unie des travailleurs, syndiqués et non-syndiqués au plan Giscard-Barre Numéro 3.

Les hausses des prix décidées par Giscard-Barre sont une atteinte directe au pouvoir d'achat des ouvriers et des ouvrières - les producteurs - pour le plus grand profit des patrons - les exploités - toujours avides du profit maximum.

C'est aussi sous couvert de rentabilité, de prix compétitifs, etc. que les patrons prononcent chaque jour des licenciements alors qu'il y a 1 600 000 chômeurs dans notre pays.

Travailler à l'unité

Les grévistes de Moulinex à Cormelles-le-Royal près de Caen dans la lutte qui les oppose à leur patron expriment bien leur souci de travailler toujours plus à l'unité de classe lorsque les ouvrières grévistes déclarent : « Nous ne considérons pas les non-grévistes comme des ennemis, il faut qu'ils fassent le pas. Nos vrais ennemis, ce sont la direction et la maîtrise ».

Oui, camarades, il faut expliquer, persuader les non-grévistes de la juste cause que vous menez. Que nos intérêts de classe à nous, prolétaires, sont les mêmes face aux exploités capitalistes. Votre distinction entre les éléments non-grévistes et les vrais ennemis correspond à un juste point de vue de classe. Gagner à la lutte les ouvrières, les ouvriers qui n'ont pas encore saisi tout l'intérêt de l'action entreprise, c'est bien cela travailler à l'unité de la classe, renforcer l'unité de classe par la persuasion pour mener à bien, à la victoire le combat que les ouvrières, les ouvriers de Moulinex ont entrepris.

L'unité de classe, c'est aussi l'unité des travailleurs français et immigrés, qui s'est réalisée dans la

lutte, comme à Renault-Flins

Même si quelquefois des « leaders » syndicalistes préchent pour leur chapelle et jouent effectivement le rôle de frein, de diviseurs des luttes, ils ne peuvent empêcher le courant d'opposition des travailleurs au troisième plan Giscard-Barre d'être une réalité, de se développer.

Lutter contre le programme de Blois

Ce sont les masses qui font l'histoire et les communistes marxistes-léninistes doivent être très actifs dans ces luttes.

Là où il y a une cellule d'entreprise, celle-ci doit apporter son concours pour diriger, pour impulser les luttes en rattachant les luttes économiques aux luttes politiques afin d'élever sans cesse la conscience de classe des travailleurs.

Les travailleurs ne peuvent se contenter de lutter contre les effets de la crise et non contre les causes des effets. Lorsque des revendications économiques et politiques sont acquises de hautes luttes, elles sont toujours remises en cause par le capitalisme, comme actuellement par une politique de concertation avec les « leaders » des confédérations syndicales. Le plan Giscard-Barre qui n'est rien d'autre que l'application du Programme de Blois contient en son sein la misère pour les travailleurs et le profit maximum pour le patronat. La cellule d'entreprise ou de quartier doit expliciter très clairement dans un langage simple que la classe qui détient le pouvoir d'État, c'est la classe des capitalistes.

La démocratie prolétarienne

La démocratie prolétarienne est un des facteurs très importants de l'unité de classe. La pratique des grévistes de Moulinex où « ce sont des syndiqués et non-syndiqués qui dirigent la grève » correspond bien à la démocratie prolétarienne. Cela va bien dans le sens de renforcer sans cesse l'unité de classe car chaque travailleur développe son point de vue en s'exprimant librement.

La démocratie prolétarienne est manifestement beaucoup plus large que la démocratie syndicale,

puisque ce sont les travailleurs syndiqués et non-syndiqués qui expriment librement leur point de vue, alors que la démocratie syndicale ne touche que les adhérents des sections syndicales ou des syndicats d'entreprise.

Le comité de grève

Lorsqu'un grève est décidée, il est nécessaire de mettre en place l'instrument décisif qui permettra à tous les grévistes syndiqués et non-syndiqués d'être égaux dans la lutte : Le comité de grève. C'est par équipe de travail, par atelier, que ses représentants sont élus démocratiquement dans de petites assemblées générales, car c'est là que les travailleurs se connaissent le mieux.

Le premier critère d'un membre de comité de grève, c'est sa fidélité aux justes principes de lutte de classe, c'est aussi le souci de servir les intérêts de sa classe, de défendre les positions de classe exprimées au cours d'assemblées générales dans le comité de grève, suivant les principes immortels de la Commune de Paris, responsable de son mandat et, à tout instant révocable par l'assemblée générale souveraine des grévistes.

Le comité de grève a aussi pour rôle de coordonner les luttes de travailleurs d'une même usine appartenant à un même patron, sur le plan d'une ville, d'une région et, sur le plan national. Suivant le développement des luttes, la coordination de celles-ci est à mener au sein même de la branche puis, entre les diverses branches mêmes. Cette coordination est assu-

rée par des représentants du comité de grève ayant reçu mandat de l'assemblée générale des grévistes. Ces représentants feront des comptes rendus détaillés devant l'assemblée générale des grévistes.

Le soutien aux luttes

Les communistes-marxistes léninistes de quartier ont pourtant pour devoir d'impulser des comités de soutien sur une base large (paysans, étudiants, enseignants etc.), sur la position de classe de la classe ouvrière. Ces comités de soutien popularisent là où les luttes sous différentes formes, collectes de fonds, de nourriture, groupes culturels etc.

La solidarité internationale

Les communistes marxistes-léninistes doivent expliquer, développer ce que représente la solidarité internationale dans les syndicats, durant les grèves concernant le soutien aux peuples et nations en lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, les deux superpuissances, USA et URSS.

Aujourd'hui, plus que jamais, les communistes marxistes-léninistes doivent porter à un niveau plus élevé et plus actif la lutte contre les dangers de guerre dus à la rivalité des deux superpuissances, et plus particulièrement contre le social-impérialisme russe qui étend ses griffes en Afrique

par l'utilisation de mercenaires cubains, katangais ou autres.

Le Sud-Yémen ne vient-il pas d'être l'objet d'un coup d'État d'inspiration social-impérialiste russe ? Ce dernier veut à tout prix s'assurer le contrôle de ce point stratégique dans la corne de l'Afrique.

Le contrôle des voies maritimes en Afrique, la poursuite de la prise en tenailles de l'Europe par le social-impérialisme russe montre que les dangers de guerre augmentent. Nous devons de plus en plus apporter des explications à la classe ouvrière sur les visées expansionnistes du social-impérialisme russe.

Si la classe ouvrière connaît bien l'impérialisme américain pour ses méfaits, ses crimes commis contre les peuples du monde entier, il n'en est pas de même de sa connaissance du social-impérialisme russe. Celui-ci se masque du socialisme et utilise une phraséologie socialiste, mais agit en impérialiste dans les différents pays des cinq continents.

Voilà pourquoi il est plus difficile à démasquer, mais pourtant, aujourd'hui, c'est le social-impérialisme russe qui est à l'offensive aux quatre coins du monde.

Lutter pour l'émancipation de l'homme

Les communistes marxistes-léninistes, dans les luttes menées par la classe ouvrière contre la bourgeoisie capitaliste, ont une tâche importante à accomplir pour l'émancipation de l'homme.

Expliquer sans cesse la ligne prolétarienne du Parti communiste marxiste-léniniste de France en travaillant, par la persuasion, à l'unité de la classe ouvrière, pour mener le combat classe contre classe, pour l'application d'une juste ligne de lutte de classe dans les syndicats et pour l'indépendance des syndicats à l'égard des partis bourgeois de droite comme de gauche, pour l'internationalisme prolétarien, c'est avancer dans la voie de l'émancipation réelle de l'homme, de la classe ouvrière qui veut en finir avec cette société d'exploitation de l'homme par l'homme.

Luc DACIER

UNE NOUVELLE BROCHURE

Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière

Par André Druésne



Cette brochure qui vient de paraître constitue l'outil indispensable qu'attendaient bien des lecteurs. Elle expose brièvement ce que propose le Parti communiste marxiste-léniniste de France pour l'action immédiate et pour préparer un changement radical de cette société capitaliste.

Prix de la brochure : 5 F

Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre d'APN-Éditions, BP 279, 75886-Paris Cedex 18.

Cette photo (HR) est celle de la couverture de la brochure : Juin 1978, ouvriers Français et immigrés au coude à coude dans les ateliers des grosses presses de Renault-Flins.



Armée

La lumière doit être faite sur la mort de J.F Rivet

Le bilan des accidents qui surviennent à l'armée est lourd. Il est tout aussi difficile à évaluer car les autorités militaires font le silence le plus absolu. La correspondance que nous reproduisons en témoigne. Par exemple, il y a eu en 1976, du 31 mars au 15 avril, c'est-à-dire une quinzaine de jours, 18 soldats tués. Quant aux blessés, ils se comptent par centaines chaque année. Il est rare d'entendre parler de tels accidents, même de la part des parents des victimes. Ceux-ci subissent des

pressions. Quant à leurs camarades de section, ce sont des menaces. Si quelquefois l'armée ne peut empêcher que des accidents ne soient connus à l'extérieur, elle se retranche alors derrière le scandaleux droit aux 7 % de pertes, derrière le prétendu risque inhérent à l'entraînement, etc. sans parler du secret derrière lequel elle se doit de cacher toutes ses activités...

Ci-dessous, la correspondance de soldats du 403e régiment d'artillerie de Chaumont :

Il y aura maintenant bientôt plus de deux mois que nous apprenions la mort de notre camarade Jean-François Rivet du 403e régiment d'artillerie à Chaumont, tué lors d'un accident sur la base.

A la nouvelle, ce fut l'indignation générale. Comment cela s'était-il passé ? Quand ? Où ? Dans quelles circonstances ? Quel était le responsable ? Bref, autant de questions légitimes, que chacun d'entre nous, qui connaissions ou ne connais-

sions pas Jean-François, se posèrent.

Et puis, ce fut la radio, les journaux qui en parlèrent, entre deux faits divers. Mais nous, soldats, amis et camarades de Jean-François nous, nous étions toujours dans l'ignorance. Les seules nouvelles dont nous disposions provenaient de la presse. Aucun explication de la part de l'armée ne nous était donnée. Comment était-ce possible, alors que la mort de Jean-Fran-

çois vient de survenir sur notre base ?

C'est parce que Jean-François était un simple soldat. Les gens du peuple, ceux-là n'ont jamais intéressé les colonels et la haute hiérarchie militaire. Par contre, quand l'un des leur meurt ou est blessé, on en fait un plat ; mais un soldat, un appelé, qu'est-ce que c'est pour eux, sinon un matricule qu'on paie 240 F par mois. Oh ! Bien sûr, ils ont organisé une messe, une petite minute de silence, et quelques petites formali-

tés qui visent à apaiser l'indignation, le mécontentement de tous. Mais le soir de l'accident, n'auraient-ils pas pu allumer les lampadaires, qui ne sont que pour la décoration ?

Ce silence de l'armée montre purement et simplement leur mépris des soldats, l'absence d'une véritable information. Voilà pour quoi il est juste de se battre pour le droit à l'information, le droit à la parole, le droit à la vérité et voilà pourquoi l'armée nous le refuse.



Soldats en train de réparer sur le terrain l'essieu d'un GB. La plupart des accidents à l'armée proviennent de l'absence de sécurité sur les moyens de transport.

Serait-ce un secret d'apprendre que le chauffeur qui a renversé Jean-François était ivre ? Et qu'il n'y avait pas de lumière sur la route ?

Soldats, une chose est certaine, c'est que si l'on ne se bat pas pour le droit à l'information, à la liberté d'expression et de réunion, si l'on ne se bat pas pour de meilleures conditions de travail et de sécurité, il y aura d'autres Jean-François.

Aujourd'hui, c'est notre régiment qui est touché, demain, ce sera un soldat d'un autre régiment, parce que la vie des soldats du peuple, ils n'en ont rien à faire. Un mort pour eux, c'est une source d'ennuis administratifs. Un mort

pour nous, c'est un camarade en moins, c'est un travailleur sous l'uniforme mort dans « un accident du travail ». Mais c'est aussi une leçon pour nous : notre union est notre force, et sans cette force, nous ne saurons jamais comment Jean-François et d'autres sont morts.

Exigeons : La vérité sur la mort de Jean-François Rivet !

L'éclairage sur les routes de la base !

Le renforcement de la sécurité dans le travail !

La liberté d'information, d'expression et de réunion !

Comité de soldats du 403e Régiment d'artillerie de Chaumont

Des généraux soviétiques assistent à des démonstrations militaires

En même temps qu'elle s'oppose aux superpuissances, la bourgeoisie française leur fait des concessions. L'une des dernières est l'invitation faite à une délégation militaire soviétique d'assister à des démonstrations de troupes françaises dans la Meuse.

Les visiteurs, qui comprenaient dans leur rang un général-colonel commandant militaire de la Biélorussie, un général-major et deux colonels, ont assisté à des exercices avec un matériel perfectionné qui a certainement intéressé les militaires russes. Un pont automoteur permettant de franchir une brèche de trente-huit mètres a été exhibé, de même qu'un dispositif de bouclage de pont, de deux cents tonnes et malgré tout très maniable. Mais certainement, ce qui a plus plus intéressé les militaires russes ce sont les chars. L'AMX 10 P qui permet de combattre en zone radioactive et en « ambiance nucléaire » a été montré. Certains perfectionnements que ne possèdent pas les chars soviétiques ont été aussi exhibés. C'est le cas de tours de plongées des AMX 30 dont les chars russes ne sont pas équipés.

D'autre part, les militaires russes ont pu étaler leur démagogie sur le renforcement des relations entre les deux pays, sur leur désir de respecter l'indépendance nationale.

Ce genre de visite où des militaires de haut rang peuvent se renseigner sur les perfectionnements des armes françaises (certes ils ont d'autres moyens) et où ils peuvent faire des déclarations directement aux troupes qu'ils visitent ne sont évidemment pas le signe d'une ferme opposition aux menaces que l'URSS fait peser sur le pays et plus largement sur l'Europe.

De telles visites sont inadmissibles et pour notre part, nous les condamnons.

2 poids, 2 mesures

Les jeunes du contingent ne sont pas traités autrement, l'article ci-dessus le montre encore, que comme chair à canon.

Par contre, les plus hauts personnages du pouvoir sont tout sourire à l'égard d'officiers comme Érulín, le tortionnaire du peuple algérien. Giscard d'Estaing en personne a tenu, en visitant la Corse et en tirant prétexte de l'intervention du 2e REP contre les mercenaires au service de l'URSS, à le récompenser. Il lui a fait dire, pour le distinguer, de sortir des rangs et de suivre sa visite. Quoi d'étonnant à cela ? De Gaulle, en Mai 1968, s'est appuyé sur Massu et Bigeard a bien été ministre !

Ces « grands personnages » ne sont, après tout, que du personnel politique et militaire aux ordres de la classe bourgeoise pour maintenir son gouvernement et sa domination sur le peuple.

Giscard, Barre, Érulín, Bigeard et Cie, vous avez contre vous toute la classe ouvrière comme les jeunes du contingent.

Négociations sur le désarmement

Faire reculer les deux superpuissances

Un accord est intervenu dans la nuit du mardi à mercredi entre les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS sur la création d'un nouvel organisme qui s'appellerait « Comité sur le désarmement ». Cet organisme se substituerait à la conférence de Genève. Celle-ci qui existe depuis 1962 est coprésidée et dominée par les deux superpuissances.

Le nouvel organisme serait ouvert à toutes les puissances nucléaires et à trente-deux pays, choisis et remplaçables périodiquement. La présidence serait exercée par un roulement mensuel de ses membres. Son ordre du jour tiendrait compte des recommandations faites par l'assemblée générale et des recommandations des États membres. Les États

qui ne seraient pas membres de ce Comité pourraient lui soumettre des propositions et même éventuellement participer aux discussions sur ces propositions.

D'autre part, les Nations-Unies viennent de décider la création d'une « commission de désarmement » de l'ONU, commission composée de tous les États membres des Nations-Unies. Le « Comité sur le désarmement » s'ajouterait comme organisme de négociations, à cette « commission ».

La création de ces organismes sous l'égide de l'ONU constitue un fait positif. Elle concrétise un recul de la domination des deux superpuissances, USA et URSS dans les discussions sur le désarmement. Désormais, dans ces dis-

cussions, les superpuissances ne pourront plus aussi facilement que par le passé imposer leur volonté. La suppression de la conférence de Genève est de ce fait une bonne chose. Grâce à ce nouvel organisme, les pays du tiers monde et du second monde auront la possibilité de faire valoir leurs aspirations à la paix, leur opposition à l'hégémonie des deux « grands » et à la course aux armements qu'elles mènent de façon intensive.

Cependant, certains pays du tiers monde ont exprimé l'avis que ce Comité sur le désarmement qui a été uniquement négocié par les quatre pays cités ci-dessus ne permettait pas une démocratisation suffisante. En effet, en premier lieu, la République populaire de Chine

a été écartée des discussions sur sa création. Il en est de même des pays non-nucléaires.

D'autre part, tous les pays devraient pouvoir participer sur un pied d'égalité à toute négociation sur le désarmement. En ce sens, le Comité, dont la création est positive, doit aussi s'accompagner d'une plus grande démocratie et être ouvert à tous les pays au lieu des 37 prévus actuellement. Le roulement des pays non-nucléaires témoigne certainement de la volonté des quatre signataires de réduire l'influence et la voix de ces pays et en particulier des pays du tiers monde dans les négociations sur le désarmement.

Il n'en reste pas moins que de telles décisions constituent un progrès.

LES 1er ET 2 JUILLET A YERRES (ESSONNE) : FESTIVAL DES RADIOS-LIBRES

Le collectif de soutien aux radios libres et la fédération nationale des radios libres non commerciales organisent, les 1er et 2 juillet à Yerres, un festival « radio libre expression » dans le parc Caillebotte. Plus de soixante groupes de théâ-

tre et de musique apportent leur concours bénévole à cette fête.

Des collectifs radios, des groupes vidéos, la « presse libre » et les enfants disposeront de stands, d'ateliers et d'animateurs.

POUR L'UNITE ET LE PAIN DES TRAVAILLEURS

POUR L'INDEPENDANCE DES PEUPLES ET CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE

Extraits du Rapport Politique adopté par le Comité Central
du PCMLF le 25 juin 1978

Chers camarades,

La situation politique internationale démontre, chaque jour davantage, l'inéluctabilité d'une troisième guerre mondiale.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Tous les développements en cours, en France comme sur le plan international, confirment la justesse fondamentale des analyses et de la ligne élaborées par le IIIe Congrès de notre Parti.

Les événements qui surviennent jour après jour, semaine après semaine, à une rapidité historique de plus en plus précipitée, présentent deux caractères opposés :

- d'une part, ils manifestent l'essor des luttes des peuples, des nations et des pays du tiers-monde pour leur indépendance, contre les entreprises hégémonistes des deux super-puissances et, le cas échéant, contre les manœuvres néo-colonialistes d'autres impérialismes, en particulier l'impérialisme français;
- d'autre part, ils contiennent les menaces de plus en plus graves du déclenchement d'affrontements militaires d'abord au niveau d'un continent, puis dans le monde entier.

Si nous constatons que la situation internationale actuelle comporte, dans le processus de son développement, de grandes similitudes avec celle qui précéda le déclenchement officiel de la seconde guerre mondiale, il ne faut pas moins se garder de

croire à la répétition exacte des périodes différentes de l'Histoire, car cela ne pourrait que conduire à des positions dogmatiques et erronées.

La crise la plus longue du monde capitaliste

Le monde capitaliste occidental est aux prises avec la crise la plus longue et la plus profonde qu'il ait jamais connue.

Les Etats-unis d'Amérique, sérieusement affaiblis par les combats et les défaites en Asie, conservent néanmoins le potentiel militaire, nucléaire et économique le plus développé de l'univers, qui les maintient au niveau d'une super-puissance. Mais il importe de discerner que l'Etat américain est à l'image de ce que décrit *"John l'enfer"*, cet ouvrage de Didier Decoin qui a reçu le prix Goncourt en 1977 et qui est consacré à une description romanesque mais très réaliste de la décomposition de la ville de New-York sous ses différents et multiples aspects. Rongé dans toutes ses structures par les contradictions internes qu'il a lui-même engendrées, le capitalisme américain rencontre des difficultés croissantes pour assumer efficacement sa fonction impérialiste sur le plan mondial.

Les autres pays capitalistes, ceux d'Europe occidentale notamment, connaissent des situations encore plus difficiles.

La Grande-Bretagne ne parviendra plus jamais à redevenir le grand empire qui dominait le monde avant la 2ème guerre mondiale. La crise générale qui l'épuise ne cesse de s'aggraver et le combat du peuple irlandais contribue au déclin du capitalisme anglais.

L'Italie est entrée dans la phase de la décomposition accélérée des organismes mêmes de son Etat qui vient de recevoir successivement deux coups d'une extrême gravité : d'abord la démonstration de son impuissance à protéger son personnel politique bourgeois le plus représentatif, avec l'exécution d'Aldo Moro; ensuite, la révélation publique

de la pourriture idéologique de son Président de la République, Eugenio Leone.

L'Allemagne reste sans doute le pays qui résiste le plus à la crise, mais il n'en connaît pas moins les conséquences.

Quant à notre pays, la France capitaliste dont nous allons traiter plus spécifiquement, elle ne parvient pas à empêcher la crise de provoquer le démantèlement général de son économie, en dépit des efforts soutenus par Giscard d'Estaing et Raymond Barre pour avantager les plus grands monopoles au détriment des entreprises déclarées « non rentables ».

En Afrique...

C'est en tenant compte de ces circonstances qu'il faut considérer ce qui se passe en Afrique.

Le chef d'Etat du Sénégal, Léopold Sedar Senghor, vieux social-démocrate expérimenté, formé par l'Université française, vient de répéter ce qu'il avait déjà proclamé voilà deux mois : *"La troisième guerre mondiale est commencée en Afrique"*.

Nous ne voyons aucune raison pour ne pas prendre au sérieux cette affirmation. Elle nous rappelle que la deuxième guerre mondiale a commencé avec la guerre d'Espagne, puis avec les agressions contre l'Ethiopie, l'Albanie, l'Autriche, les Sudètes, etc., etc. A cet égard d'ailleurs, la situation en Afrique constitue un éclatant exemple de la justesse de la théorie des trois mondes.

Actuellement, c'est en effet dans cet immense continent que se situe aujourd'hui l'offensive de très grande envergure du social-impérialisme soviétique et que se concentrent les contradictions internationales : la rivalité des deux super-puissances, la rivalité du social-impérialisme et des impérialismes secondaires comme l'impérialisme français, les luttes de nombreux pays, nations et peuples africains contre les entreprises hégémoniques des deux super-puissances, ainsi que contre l'impérialisme français, pour conquérir ou conserver leur indépendance nationale. C'est dans ces conditions que s'est réalisée l'alliance intéressée et circonstancielle de ce dernier avec différents Etats africains.

Cette situation ne contredit-elle pas notre affirmation présentant l'Europe comme le point-clé de la rivalité entre les deux super-puissances? Nullement, tout au contraire.

Certes, le social-impérialisme soviétique cherche à supplanter l'impérialisme américain et à remplacer les anciens colonialismes vaincus, notamment celui du Portugal, pour s'appropriier leurs anciens privilèges, spécialement dans l'extraction et la disposition de matières premières. Mais ses efforts de conquête de l'Afrique, à travers une première phase de «déstabilisation» du continent, visent surtout à disposer de bases stratégiques utilisables pour encercler militairement et asphyxier économiquement l'Europe occidentale. Il n'y a donc aucune raison de modifier notre analyse présentant l'Europe comme le point-clé de la rivalité américano-soviétique.

A propos du Zaïre

Notre Parti s'est conformé avec pertinence à la ligne de son IIIe Congrès au sujet de la situation créée au Zaïre par l'agression des mercenaires katangais, naguère organisés et entraînés par le criminel agent colonialiste Tchombé. Le Comité central, dont la précédente session s'est tenue avant les nouveaux événements du Shaba, a pour tâche de les apprécier et de définir son jugement à ce sujet. Le Bureau politique et la presse de notre Parti ont-ils réagi de manière juste et efficace dans ces graves circonstances? Le Bureau politique répond par l'affirmative. Même si l'on peut relever quelques faiblesses dans notre presse, comme l'insuffisance de la dénonciation de la personnalité du tortionnaire colonial, du parachutiste Erulin, notre quotidien a très bien souligné les deux caractères de l'intervention du gouvernement français au Zaïre : sous une argumentation humanitaire facile à invoquer, elle visait à défendre les intérêts néo-colonialistes français, mais, du même coup, elle s'opposait à l'entreprise du social-impérialisme soviétique dont le caractère stratégique dépassait largement les simples frontières du Zaïre. Voilà qui est complexe... Naturellement, à l'extérieur de nos rangs, certains éléments... n'ont pas manqué de lancer contre nous de violentes attaques. Ne parlons pas du plumitif à gages qui nous traite de «contre-révolutionnaires» dans la postface du tome II de son *"Mouvement maoïste en France"*. Cet individu, qui n'a jamais appartenu à aucun parti marxiste-léniniste et ne représente que lui-même, ne mérite que notre mépris : laissons le donc aux activités lucratives de la librairie internationale, qui récompensent sa volte-face à notre égard.

Par contre, nous avons été soumis aux attaques délirantes de l'Allemand Ernst Aust, dans son organe confidentiel *"Roter Morgen"*, qui a cru convaincant de comparer notre ligne sur le Zaïre avec celle passée du PCF vis-à-vis de l'Algérie.

Voilà bien un bavard qui traite d'un sujet qu'il ne connaît pas, mais que nous connaissons, nous, par contre de manière approfondie.

Lénine avait mis en garde contre l'argument social-démocrate invoquant la menace d'un autre impérialisme pour refuser la solidarité anti-impérialiste d'un prolétariat de pays capitaliste envers un peuple colonisé par son propre capitalisme. Quand en 1937-39 Thorez rejetait la revendication nationaliste du peuple algérien sous prétexte que le colonialisme français risquait d'être remplacé par la domination allemande ou italienne, il se permettait de parler à la place du peuple algérien, dont les leaders révolutionnaires anti-impérialistes étaient alors en prison ou pourchassés.

Le cas du Zaïre est totalement différent.

D'abord, nous n'avons nullement parlé ou agi à la place du peuple zaïrois qui a un Etat indépendant et un gouvernement zaïrois. De plus, nous n'avons jamais cessé de mentionner les deux caractères de l'intervention française, son caractère intéressé et néo-colonialiste d'une part, son résultat objectif d'autre part. Et certes, c'est ce dernier qui irrite tous les révisionnistes et trotskistes et les perroquets du genre Aust, qui refusent de dénoncer la nature impérialiste de la politique russe en Afrique.

Enfin, nous avons montré en quoi la politique suivie par le chef d'Etat zaïrois, le général Mobutu, représentant d'une bourgeoisie nationale, présentait certes des aspects de compromis avec l'impérialisme français, mais comportait aussi, outre sa résistance au social-impérialisme soviétique, des mesures concrètes d'opposition à d'autres impérialismes, notamment à son ancien colonisateur belge et aussi à l'impérialisme américain lui-même. Le recours au soutien actif de la République populaire de Chine peut être apparenté, tout en tenant compte évidemment de différences circonstanciées et historiques, à la juste attitude de Sihanouk au moment de l'agression américaine contre le Cambodge. Et, de ce point de vue, nous tenons la ligne suivie par nos camarades marxistes-léninistes zaïrois pour rigoureusement juste dans les conditions actuelles, parce que conforme à la pensée maotsetoung.

Si l'on écoutait et suivait les accusations sentencieuses et perfides lancées par les idéologues de l'espèce d'Aust, on en viendrait tout naturellement à condamner la juste tactique léniniste de Staline pendant la deuxième guerre mondiale, et aussi avant 1939, quand l'URSS prévoyant la guerre, ou par la suite, agressée, essaya d'abord sans résultat, puis réussit à passer alliance temporaire avec les pays capitalistes des démocraties bourgeoises occidentales contre les plus féroces d'entre eux, l'Allemagne hitlérienne et le Japon impérial.

Des questions précises...

En vérité, seuls des gens qui n'ont compris aucun des enseignements historiques de portée universelle de la Révolution chinoise peuvent aujourd'hui ajouter leurs clameurs indignées et leurs injures à celles des dirigeants révisionnistes soviétiques et français devant la position des camarades chinois ou de notre Parti en ce qui concerne le Zaïre, et d'autres pays d'Afrique ou du monde.

Les voici qui s'énervent devant la perspective de normalisation des relations diplomatiques de la République populaire de Chine avec les Etats-unis. Les voici qui évoquent la prétendue «obsession anti-soviétique» des dirigeants chinois. Mais, à notre connaissance, des communistes qui pourraient plus légitimement se poser des questions au sujet des américains, les communistes coréens ou khmers, comprennent la tactique suivie par les camarades chinois.

A l'époque de l'agression japonaise en Asie, en Chine en particulier, Mao Tsetoung eut-il raison ou non d'impulser un *"Front uni national anti-japonais"* avec le bandit Tchang Kaïchek? L'Histoire a répondu par l'affirmative et par la victoire ultérieure de la révolution chinoise.

Qu'aujourd'hui, pour préserver les conditions ultérieures de la révolution socialiste mondiale, le Parti communiste chinois et l'Etat chinois impulseraient un *"Front uni mondial"* contre les principaux agresseurs des peuples du monde, les deux super-puissances et notamment le social-impérialisme soviétique, est tout à fait conforme aux riches principes tactiques de Lénine et de Staline, déjà appliqués avec succès par Mao Tsetoung. (...)

Mais il convient de comprendre que nous approchons d'événements de plus en plus importants et décisifs, et peut-être de moments où l'incompréhension de la situation mondiale actuelle pourra se transformer en opposition délibérée, organisée et violente à la juste ligne des marxistes-léninistes en France et dans le monde. (...)

Certains travaillent activement dans ce sens et peu nous importe qu'ils en soient conscients ou inconscients. Ils justifient concrètement l'ouverture que vient de leur faire publiquement le chef d'Etat et du parti révisionniste bulgares Jivkov, marionnette de l'impérialisme russe. (...)

A tous les grands phraseurs révolutionnaires du style Aust, français ou autres, nous posons ces questions précises :

Quand éclatera la troisième guerre mondiale dont les prémisses se produisent en Afrique, avec qui serez-vous, avec les soviétiques ou avec les peuples, les nations, les pays agressés du tiers-monde?

Qu'avez-vous fait pour défendre les peuples du Zaïre, ou de la Somalie, ou d'Erythrée, agressés avec le soutien des soviétiques et de leurs mercenaires cubains?

Quelle est votre position sur le conflit entre le Cambodge et le Vietnam?

Qui condamnez-vous quand plus de 100 000 citoyens chinois sont malmenés et chassés du Vietnam?

Nous disons nous, sur la base des informations que ne publient ni la presse bourgeoise ni la presse révisionniste, que toutes les positions que vous adoptez sur ces questions, publiquement ou secrètement, vous rapprochent des positions soviétiques. C'est là une stricte réalité objective à laquelle l'agence Tass a applaudi plusieurs fois publiquement.

Si les troupes russes envahissent la Yougoslavie, quelle sera votre attitude? Soutiendrez-vous les peuples yougoslaves ou resterez-vous strictement «neutres», ce qui aboutira à vous condamner à vous retrouver du côté des agresseurs qui vous auront ainsi neutralisés à leur avantage?

A la veille de la troisième guerre mondiale

Nous vivons la veille de la troisième guerre mondiale impérialiste. Cela ne signifie pas qu'elle est imminente et répondre à des questions concernant sa prévision dans le temps ne servirait à rien aujourd'hui. Ce que notre Parti doit engager, c'est une immense campagne pour dénoncer les agissements guerriers du social-impérialisme russe en Afrique, en Asie, dans le monde entier, avec pour visée ultime et expansionniste l'Europe elle-même.

Nous, communistes marxistes-léninistes, nous sommes contre la guerre, mais nous ne le proclamons pas suffisamment. A cet égard, nous sommes très en-deçà des justes campagnes menées avant 1939 par le PCF, qui ne cessa de dénoncer les étapes successives franchies par la violence militariste d'Hitler et de Mussolini. Les masses sont en train de prendre conscience des dangers de guerre, mais de manière très insuffisante et dans la confusion entretenue par les idéologues de la bourgeoisie au pouvoir ou dans l'opposition. Les dirigeants révisionnistes manœuvrent habilement pour camoufler les entreprises expansionnistes du social-impérialisme russe.

Mais parfois un événement particulier les place au pied du mur. En voici un exemple. Ecoutez comment «l'Humanité» du 22 juin a relaté les décisions de la dernière session de «l'Union de l'Europe occidentale» concernant les ventes d'armements au grand pays socialiste qu'est la République populaire de Chine. Sous le titre : *"U.E.O. - Union sacrée? Les occidentaux veulent associer la Chine à la «sécurité européenne»"*, l'organe central du Comité central du Parti communiste français écrit :

"L'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) tient session cette semaine à Paris. La question des relations sino-européennes en matière militaire a été débattue mardi en séance plénière, après avoir fait l'objet de discussions en commissions."

Le rapport du parlementaire conservateur britannique, M. Frederic Bonnett, allait jusqu'à recommander l'accroissement des ventes d'armes ouest-européennes à la Chine et «une certaine concertation euro-chinoise pour faire obstacle à la pénétration soviétique dans le tiers-monde...».

Prenant la parole, dans la discussion publique, au nom des parlementaires communistes français, Serge Boucheny, sénateur de Paris, a notamment déclaré :

«Nous sommes inquiets de voir les éléments les plus bellicistes et conservateurs de cette Assemblée préconiser la vente d'armes à la République populaire de Chine.

Cette politique des conservateurs à l'égard de la Chine populaire tourne résolument le dos à la paix, à la détente, au règlement pacifique des conflits entre Etats.

La paix et la sécurité du monde ne peuvent être assurées par des alliances hétérogènes. Contribuer à la paix, c'est refuser le renforcement et l'élargissement des blocs militaires, c'est refuser l'intervention dans les affaires intérieures des Etats.

Nous nous opposons aux milieux agressifs de l'OTAN qui cherchent à en élargir le champ d'activité à l'Asie et à l'Afrique».

Serge Boucheny a poursuivi :

«Nous condamnons la politique des blocs, d'hégémonie, d'intervention dans les affaires intérieures des Etats. Nous proclamons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leurs richesses économiques...»

«Nous affirmons notre amitié avec le grand peuple chinois; sa contribution à la paix peut être considérable.

Nous souhaitons que se développent les relations économiques et culturelles avec la Chine. Nous soutiendrons toutes initiatives qui permettront au peuple chinois d'accéder aux techniques de pointe et de développer son industrie pour faire de la Chine un grand pays moderne, capable de mettre à la disposition de son peuple les richesses nécessaires à son bien-être.

Nous voterons donc contre le texte qui nous est proposé car il prend le contre-pied de cette orientation. Il pousse le gouvernement de la République populaire de Chine à jouer un rôle interventionniste. Il va à l'encontre de la détente dans le monde, il constitue un élément de politique agressive».

Hier, les parlementaires communistes, français et italiens, ont voté contre le rapport. L'amendement favorable aux ventes d'armes à la Chine a été rejeté».

Est-il besoin de commenter l'hypocrisie de cette position du PCF qui vise à empêcher la Chine socialiste d'édifier la force militaire dont elle a besoin pour défendre son indépendance et sa liberté si chèrement gagnées?

Et à ceux qui invoqueraient le juste principe de compter d'abord sur ses propres forces pour l'opposer aux achats d'armements du gouvernement chinois à l'étranger, il suffirait de rappeler les initiatives positives de Staline. Pendant la deuxième guerre mondiale, l'URSS a en effet acheté des quantités importantes d'armes aux américains pour défendre et sauver le premier pays du socialisme, mais ce fut bien en comptant d'abord sur les forces héroïques des peuples soviétiques qu'elle écrasa en définitive la bête immonde du fascisme hitlérien.

Renforcer la lutte contre les menaces de guerre

Tous ces faits prouvent que nous sommes entrés dans une phase active de préparation contre la guerre impérialiste et à quel point le social-impérialisme

et les révisionnistes qui le soutiennent sont désormais à l'offensive.

Dans de telles conditions, notre Parti a la lourde charge d'assumer la tâche d'impulsion de la lutte contre la guerre en démultipliant ses efforts, en organisant de vastes campagnes d'explications, en tenant de nombreux meetings contre les deux super-puissances et particulièrement contre la plus agressive des deux, en diffusant des centaines de milliers de tracts, en portant à un niveau supérieur toute son agitation-propagande. De plus, notre Parti a un immense rôle international à jouer. En France vivent des millions de travailleurs immigrés venus en majorité du tiers-monde, ainsi que des dizaines de milliers d'étudiants, intellectuels ou réfugiés politiques, également originaires du tiers-monde.

Notre Parti a déjà soutenu de grands efforts internationalistes prolétariens en direction de ces amis, de ces frères de classe, de ces camarades. Il a même remporté de notables succès dans la clarification du débat ouvert à propos de la théorie des trois mondes. Mais il s'est agi jusqu'ici d'activités concrètes de notre Comité central, et même plus précisément de son Bureau politique et de sa section internationale. Maintenant des initiatives commencent à concrétiser l'élargissement de ces activités à la base du Parti. Par exemple, l'impulsion des meetings sur le Kampuchea, ou contre la torture en Argentine, ou pour soutenir la juste cause nationale des palestiniens, ou encore pour appuyer le droit à l'autodétermination des patriotes saharouis, etc.

Mais, globalement, la contribution de l'ensemble du Parti reste encore trop faible et trop étroite. Il est urgent que partout notre Parti agisse à la fois contre la guerre et pour le soutien aux luttes nationales des peuples, des pays et éventuellement des Etats du tiers-monde:

Si notre Parti n'intervient pas avec une force sensiblement plus grande sur ces questions, ou bien il laisse la place vide, personne n'organise la dénonciation des menaces de guerre, ou bien il favorise les activités confusionnistes des trotskistes et autres activistes dont les protestations enflammées anti-impérialistes et anti-colonialistes ne visent exclusivement, comme celles de Brejnev et Marchais, que les impérialismes français ou américain, tout en ignorant la menace principale représentée par le social-impérialisme russe.

Cela dit, notre Parti réaffirme que nous n'accordons pas notre confiance à la bourgeoisie française. Des militants se réclamant du marxisme-léninisme, en proie au vertige de l'imagination, nous ont critiqués en termes antagonistes parce qu'ils attribuent à cette bourgeoisie le caractère de bourgeoisie nationale. Ces militants n'ont pas compris la théorie des trois mondes et confondent les bourgeoisies du second monde avec celles du tiers-monde. Même si, dans des circonstances particulières, nous pouvons juger utile une attitude prise par la bourgeoisie française face aux deux super-puissances, nous n'oublions jamais qu'elle est une bourgeoisie monopoliste et défend ses propres intérêts impérialistes.

Les interventions militaires françaises au Tchad ou dans le Sahara occidental sont particulièrement significatives du caractère néo-colonialiste de la politique africaine de la bourgeoisie française au pouvoir.

A cet égard, il convient d'éviter tout subjectivisme qui nous conduirait à voir systématiquement dans les politiques de certains Etats africains des politiques entièrement soumises aux plans et visées de la super-puissance russe et favorables à son hégémonie. Entre les désirs de l'impérialisme russe de manipulation, manœuvres et domination des Etats africains et les réalités, il y a une marge importante. Ainsi, des pays comme la Lybie, l'Algérie ou l'Ethiopie, qui peuvent servir temporairement les

objectifs poursuivis par Brejnev, ne sont pour lui ni des Etats marchant à sa baguette comme certains Etats des pays de l'Est, ni même des alliés très sûrs sur lesquels il peut s'appuyer en toute circonstance. L'attitude de leurs dirigeants est différente de celle des dirigeants de l'Angola, et même dans ce dernier pays rien n'est définitivement joué.

Tôt ou tard, les dirigeants politiques des bourgeoisies nationales de ces pays non-alignés sont ou seront amenés à réagir face aux exigences de plus en plus démesurées de leurs marchands d'armements russes. Il suffit de rappeler les spectaculaires retournements de l'Egypte ou de la Somalie et d'autres pays pour aborder ces questions avec une grande prudence et aussi avec confiance. D'ailleurs, pour ce qui concerne par exemple le combat des patriotes saharouis, ne convient-il pas de souligner que le gouvernement soviétique a passé récemment le plus grand marché conclu depuis des décennies avec le Maroc? En ce sens, nous devons renforcer notre soutien aux campagnes organisées aussi bien en Lybie qu'en Algérie contre les interventions françaises militaires au Tchad et dans le Sahara occidental. De plus, nous devons favoriser le règlement de ces conflits par les pays et peuples du tiers-monde concernés sans aucune ingérence étrangère.

Que les dirigeants du Parti communiste français tentent d'utiliser les justes luttes des patriotes africains contre l'impérialisme français à d'autres motifs que les nôtres, dissimule mal leur soutien effectif à la politique expansionniste du social-impérialisme soviétique.

Mais ce n'est pas par rapport à Georges Marchais que nous devons déterminer notre ligne, mais bel et bien par rapport aux intérêts légitimes des peuples, nations et pays du tiers-monde dans leurs luttes contre les deux super-puissances et contre tout impérialisme.

C'est en ce sens que nous exigeons, sans la moindre ambiguïté, que l'Afrique soit aux africains, et que nous soutenons toutes les luttes des peuples et pays du tiers-monde en faveur de leur liberté et de leur indépendance.

Par ailleurs, outre son caractère néo-colonialiste, la politique du gouvernement et de l'Etat français reste lourde de dangers de caractère munichois. Quand le chef de l'Etat dénonce les agissements russo-cubains en Afrique, il s'empresse d'écrire à Brejnev pour l'assurer qu'il n'y a pas d'autre alternative que la détente. Et tel Gribouille, le Président de la République française croit apaiser de la sorte le chef de l'impérialisme russe. Or, il y a bien une alternative à la fausse détente et cette alternative, c'est la guerre que préparent activement en Afrique, en Europe, en Asie et partout dans le monde les nouveaux impérialistes de Russie. La détente n'est pour eux qu'un camouflage. Détente en Europe, mais guerres d'agression en Afrique. Et pendant que Giscard parle de détente et de désarmement par étapes, soviétiques, cubains et allemands de l'Est organisent le nouvel Afrika-Korps en Angola où sont acheminés des chars, des avions de combat, des instructeurs et des mercenaires en quantités sans cesse croissantes et à un rythme de plus en plus précipité.

Voilà pourquoi, sans mépriser certains actes des bourgeoisies capitalistes du second monde, à commencer par l'éventuelle livraison d'armements modernes à la République populaire de Chine, nous considérons qu'il convient d'appeler la classe ouvrière et le peuple de France à compter avant tout sur leurs propres forces dans la perspective d'une troisième guerre mondiale impérialiste.

Sans doute, de ce point de vue, notre Parti se trouve-t-il à contre-courant, comme le fut en son temps, de 1937 à 1941, le PCF. C'est bien pourquoi nous devons redoubler de courage et d'initiatives — contre les menaces de guerre impérialiste,

— contre les entreprises des deux super-puissances,

— contre l'expansionnisme et l'hégémonisme du social-impérialisme soviétique,

— contre l'impérialisme français néo-colonialiste.

Camarades, ce n'est là qu'une mise en application des décisions du IIIe Congrès de notre Parti.

SUR LE PLAN INTERIEUR

Nous avons annoncé depuis des années que le Programme commun et l'Union de la gauche ne répondraient nullement aux légitimes exigences des travailleurs. Les élections de mars 1978 ont en effet démontré que la tactique et la stratégie imposées par les dirigeants révisionnistes du PCF ont conduit à l'échec ceux qui lui avaient accordé leur confiance. Cette défaite a *objectivement* trahi les intérêts de classe des ouvriers, des petits paysans et des masses populaires. Mais nous savons aussi qu'une victoire de l'Union de la gauche aurait en définitive conduit au même résultat, non sans avoir renforcé les graves illusions électoralistes engendrées par les renégats des principes et enseignements du léninisme. Quelle est donc la situation en France depuis le 19 mars 1978 ?

Nous soutenons les lutttes de classe en cours

1/ La bourgeoisie au pouvoir poursuit et aggrave sa politique réactionnaire par la mise en œuvre du plan Barre N°3.

De la même façon qu'au cours des années précédant le vote du 19 mars 1978, cette bourgeoisie use simultanément de la carotte et du bâton pour tenter d'étouffer les justes revendications des travailleurs, des différentes catégories sociales exploitées, et également des minorités culturelles ou nationales comme les bretons et les corses, qu'elle réprime par des emprisonnements et des condamnations très lourdes.

Après avoir elle-même déclenché de nouvelles hausses des prix (5,9% en 5 mois d'après la CGT), et rejoué le jeu de l'inflation, cette bourgeoisie a recouru à quelques mesures de démagogie sociale qui ne sont en réalité que vastes tromperies. Elle a ressorti sa panoplie usée de l'actionnariat et de la participation pour les ouvriers. Elle parle de capitalisme populaire. Mais en fait, il s'agit exclusivement pour elle de préserver les intérêts de classe des monopoles capitalistes en essayant de faire payer aux ouvriers et aux masses populaires le prix de plus en plus lourd de la crise générale de cette société, de la crise économique et financière en premier lieu.

2/ Les travailleurs qui avaient encore placé leur confiance dans les urnes et dans les partis de l'Union de la gauche ont ressenti une profonde déception. Leurs réactions ont été diverses, mais on a pu constater que de puissants courants de critiques se sont élevés contre les politiciens de l'Union de la gauche dans les rangs du Parti communiste français comme du Parti socialiste et du Mouvement des Radicaux de gauche. La «gauche» est en crise, et

déjà le Président de la dernière de ces trois formations, Robert Fabre, a dû démissionner.

3/ Après un court moment d'attente, les ouvriers d'avant-garde, les travailleurs les plus avancés, ont engagé de nouvelles luttes de classe résolues dans différentes corporations, notamment chez Renault, dans les arsenaux, dans différentes autres entreprises directement touchées par des licenciements massifs.

Et par-delà ces luttes ouvrières, les petits paysans ne sont pas demeurés inactifs et dans de nombreux endroits sont déjà passés à des actions énergiques, notamment pour s'opposer aux conséquences de la mainmise du capital sur le foncier qui les ruine et les contraint à l'exode.

Notre Parti a soutenu et soutient ces luttes. Il y participe activement dans la mesure où ses militants sont présents, soit dans les entreprises et dans les syndicats, soit dans les villages et les localités où se développent ces mouvements. (...)

«Ne pas surestimer trop tôt l'essor des luttes de classe»

Nous voudrions mettre en garde tous nos militants contre la tendance à surestimer trop tôt l'essor des luttes de classe.

Oui, il est certain que les meilleurs parmi la masse des travailleurs sont décidés à passer à l'action. Parmi celles et ceux qui ont été trompés par la voie électoraliste, il est aussi certain qu'existent des militants du Parti communiste français et des syndicats CGT ou CFDT qui ont conscience de la nécessité de recourir à des formes de luttes prolétariennes plus efficaces que le dépôt d'un bulletin de vote dans une urne. Le phénomène est particulièrement sensible, à l'intérieur comme à l'extérieur des formations politiques et syndicales, chez les jeunes ouvriers et aussi dans les rangs des travailleurs immigrés qui, eux, n'attendaient rien des élections, et pour cause... Aussi assistons-nous à l'éclosion de luttes de classe assez importantes. Il y a en ce moment 60 000 grévistes dans les arsenaux et la grève de Moulinex s'étend assez largement. Nous les soutenons sans réserve.

Mais il convient de tenir compte, pour une appréciation sérieuse de tels mouvements, que la classe ouvrière est sortie de la période électorale des années antérieures profondément divisée, politiquement, syndicalement et idéologiquement. Dans ces conditions, l'avant-garde combative qui apparaît et que nous devons soutenir à fond, risque de se retrouver isolée et victime d'un côté de la répression violente de la bourgeoisie au pouvoir, d'un autre côté des manœuvres de certains bonzes syndicalistes, réformistes et révisionnistes. N'est-ce pas déjà largement commencé chez Renault ? (...)

Deux conditions pour leur essor

Nous devons considérer que deux éléments essentiels de l'efficacité des luttes de classe et de masse ne sont pas remplis pour l'instant. Notre Parti doit travailler avec ardeur et persévérance à recréer ces éléments indispensables :

1/ L'unité de classe de la classe ouvrière qui ne sera pas le fait des dirigeants révisionnistes, se forge et se forgera essentiellement à travers les luttes.

Avec la participation de militants de base du PCF, de la CGT et de la CFDT faisant preuve d'un

esprit de lutte de classe en dépit des lignes respectives de leurs dirigeants, les ouvriers marxistes-léninistes tiendront une place décisive dans cette bataille et devront en représenter l'idéologie et la formation dirigeantes ;

2/ l'existence d'un parti marxiste-léniniste de plus en plus authentiquement ouvrier, notre PCMLF pour le moment.

Dans ce sens, le passage au stade du parti marxiste-léniniste unique constitue un objectif important, non par rapport à l'addition des forces du PCRml et des nôtres, mais essentiellement par rapport à la fin du pluralisme de partis et de formations qui nuit considérablement à la crédibilité des travailleurs vis-à-vis de nos propositions concrètes. (...)

A cet égard enfin, nous devons ne jamais oublier que la tâche prioritaire de notre Parti, la tâche la plus décisive, consiste à se lier concrètement et avant tout avec tous les travailleurs, en premier avec la classe ouvrière. Nous plaçons délibérément l'unification avec le PCRml sous le signe des intérêts de classe des travailleurs. (...)

En définitive, les succès que nous remportons et remporterons dans la fusion de notre Parti avec l'avant-garde de la classe ouvrière influenceront de manière décisive sur l'existence en France d'un seul et unique parti authentiquement marxiste-léniniste, c'est à dire authentiquement révolutionnaire prolétarien.

Le PCF en crise

Parlons maintenant des événements qui agitent le Parti révisionniste, dont le Comité central s'est réuni les 19 et 20 juin derniers.

Ils n'ont absolument rien de surprenant, tout au contraire. Ils constituent un premier aboutissement inéluctable du révisionnisme moderne à tout point de vue :

— sur le plan idéologique et organisationnel, la contestation s'appuyant sur la presse bourgeoise marque et confirme nettement la rupture du vieux parti avec les principes de fonctionnement d'un parti de type léniniste.

Les aspirations de certains oppositionnels, trotskistes ou non, à la formation de tendances, de fractions organisées, sont évidemment étrangères aux principes du marxisme-léninisme.

Mais, qui a engendré la possibilité de telles pratiques, sinon les dirigeants révisionnistes eux-mêmes ? Depuis des années, ils donnent l'exemple de l'utilisation opportuniste des colonnes de la grande presse bourgeoise et des mass-media. C'est sur les antennes de la télévision que Marchais a parlé pour la première fois du reniement du principe de la dictature du prolétariat, alors que les adhérents de base n'en avaient pas encore discuté. Ces dirigeants récoltent ce qu'ils ont semé et ce n'est pas là ce qui va nous émouvoir ! Ils n'ont que ce qu'ils méritent et nous leur en souhaitons bien davantage !

— sur le plan politique, c'est aussi leur ligne stratégique et tactique qui les a conduits tout droit à l'échec, à l'impasse et à la situation présente. Ils ont tout fondé sur les élections d'une part, sur une alliance électoraliste de sommet avec les chefs sociaux-démocrates d'autre part.

L'engrenage du révisionnisme moderne

Et maintenant, ils ont le culot de rejeter la responsabilité de l'échec sur ces derniers ! En accusant les socialistes, qui sont restés fidèles à eux-mêmes,

tout simplement, sans abandonner leurs traditions réformistes de gérants loyaux du capitalisme, ils essaient de détourner la légitime colère de leurs militants de base. Ils ne font même pas l'autocritique de leur ligne d'unité mise en application depuis 1972 et bien avant; au contraire, ils essaient de lui redonner une nouvelle vigueur pour remettre en action l'Union de la gauche et le Programme commun.

Ecoutez cette phrase du rapport du Bureau politique révisionniste présenté par Claude Poperen :

"L'acquis de la bataille menée durant six années avec le programme commun constitue un terrain nouveau plus favorable pour que l'action organisée par les travailleurs d'une entreprise, les habitants d'un quartier ou d'une ville permette de conquérir une revendication, un droit, une position".

Et encore cet autre passage :

"Dans cette situation nouvelle, c'est avant tout dans l'effort à partir de la base et des luttes quotidiennes que se reconstruira l'union plus forte et plus large dont le peuple a besoin pour aller de l'avant, le vaste mouvement majoritaire nécessaire pour faire triompher le changement démocratique".

Voici enfin ce que déclare textuellement la Résolution politique votée par cette session du PCF :

"Il n'est pas possible de sortir le pays de la crise sans la mise en œuvre de profondes réformes démocratiques s'attaquant à la domination des grandes sociétés capitalistes, sans mesures précises pour réduire les inégalités, sans droits nouveaux pour les travailleurs".

Et :

"Dans ces luttes, et dans toute la bataille politique et idéologique qu'il convient de développer, nous pouvons contribuer (...) à faire prévaloir la nécessité de réformes pour le changement démocratique, à réunir les conditions de l'alliance de la classe ouvrière, des intellectuels et des autres catégories sociales victimes des monopoles, à reconstruire à partir de la base une union plus solide et plus durable".

Ainsi, loin de tirer les enseignements de leurs échecs, les dirigeants du PCF, éludant le rôle dirigeant de la classe ouvrière, fuient en avant en s'enfonçant davantage dans les marécages nauséabonds du réformisme, c'est à dire du reniement des principes de Marx et de Lénine. Il ne pouvait en être autrement. C'est là l'engrenage logique du révisionnisme moderne.

Cependant, comme l'avait déjà analysé notre IIIe Congrès, leur attitude a exacerbé le trouble théorique, politique et organisationnel qui agite leurs rangs.

Ils parlent de 120 000 adhésions depuis le 1er janvier 1978, mais ce bluff ne parvient pas à dissimuler qu'ils ont perdu 40 000 adhérents dans la même période, puisqu'ils sont 80 000 de plus qu'en juin 1977 et appellent à la remise des cartes à tous les adhérents qui ne les ont pas encore fin juin!! Ou il faut admettre que des dizaines de milliers d'adhérents attendent le 2ème semestre de l'année pour prendre leur carte!! C'est du bluff à 100%.

Les contradictions éclatent publiquement

La vérité est que l'unité de pensée et d'action du PCF est d'ores et déjà sérieusement malmenée. Les contradictions éclatent publiquement comme celles qui opposent des cellules de municipaux à des maires, des permanents à leurs chefs de service, des élus départementaux ou municipaux aux responsables fédéraux ou de section, sans parler des 1 200 signataires d'un texte critiquant le Bureau politique. Mais qui sont donc ces derniers et que pouvons-nous et devons-nous attendre d'eux?

Apparemment, il s'agit de deux courants principaux : celui ultra-opportuniste de droite, incarné par Elleinstein, celui, plus à gauche, représenté par Althusser. En réalité, ces deux courants recouvrent une multitude de tendances et d'opinions hétérogènes, mais pratiquement tous ces oppositionnels ont pour point commun l'illusion très dangereuse de croire possible la modification des pratiques de leur parti par une action intérieure à ses rangs. Ils croient pouvoir imposer la cessation des pratiques anti-démocratiques des dirigeants actuels, sans remettre en cause la ligne fondamentale de ces dirigeants. C'est là un reflet très caractéristique du fait que tous ces militants subissent encore gravement l'influence de l'idéologie révisionniste moderne. D'ailleurs, n'est-il pas éloquent que leur opposition ait pris comme base de départ le résultat des élections législatives? Nous affirmons quant à nous que le Parti communiste français ne peut plus redevenir un parti authentiquement communiste et qu'en conséquence ses adhérents n'ont aucune autre issue que de se révolter contre lui et de rejoindre les rangs des marxistes-léninistes.

Avons-nous raison d'évoquer cependant leurs positions en distinguant celles qui nous paraissent les plus justes? Nous répondons affirmativement. Mais sans doute convient-il d'assortir cette réponse de quelques précautions. La masse, la grande majorité des adhérents de base du PCF, si déroutée et perplexe soit-elle devant l'échec de son parti, risque finalement d'obéir au réflexe de défense que les dirigeants sont en train d'imposer dans leurs rangs. On ne fait jamais appel en vain à l'esprit de parti et les dirigeants révisionnistes ont en la matière une riche expérience passée.

S'adresser à l'ensemble des militants de base du PCF

Nous ne sommes pas les soutiens actifs des oppositionnels et de leurs lignes que, d'ailleurs, nous critiquons sur de nombreux points. Nous nous adressons à l'ensemble des militants de base du PCF, notamment à ceux que nous côtoyons dans les usines et dans les syndicats. Pour essayer de les convaincre sur quels points essentiels?

1/ Sur le fait que l'URSS n'est plus un pays socialiste, mais social-impérialiste. Nous devons les inciter avec une argumentation pondérée et convaincante, à exiger que leur parti ne limite pas ses critiques envers l'URSS aux mesures intérieures contre les dissidents de diverses obédiences, mais l'étende aux actes commis par Brejnev et les autres dirigeants soviétiques sur le plan international. Ces militants peuvent-ils admettre par exemple qu'en Afrique des peuples et des pays s'entretuent avec des armes identiques achetées antérieurement à l'URSS? Ces militants peuvent-ils approuver le double jeu de l'URSS entre l'Algérie et le Maroc, sur le dos des saharouis, ou encore le double jeu de l'URSS entre les pays arabes et l'Etat impérialiste et raciste d'Israël? Nous pourrions ajouter, en y réfléchissant, une série abondante d'autres faits, et certainement, de ce point de vue, la lecture et l'étude du dernier ouvrage publié par les Editions du centenaire, "URSS, la dégénérescence - du socialisme au social-impérialisme", doivent être très précieuses.

2/ Sur le fait que la voie pacifique et électoraliste qui fonde la stratégie de leur parti et notamment de leur XXIIIe Congrès est une voie sans issue. Elle implique forcément une alliance sans principe de

classe avec les chefs socialistes. Elle ne peut que conduire au maintien en place de la bourgeoisie capitaliste. Or, Marchais, Leroy, Laurent et consorts désirent que le XXIIIe Congrès aille encore plus loin que son précédent dans la voie de cette stratégie contraire aux intérêts de classe des travailleurs de notre pays, déjà expérimentée avec les résultats que l'on sait.

3/ Sur le fait que nous ne faisons pas des propositions gauchistes et aventuristes. Nous ne sommes pas pour le tout ou rien. Notre ligne accorde une place très importante aux luttes de classe pour la satisfaction des revendications politiques, économiques et sociales les plus immédiates.

Redonner confiance et courage

Nous ne proclamons pas que la révolution prolétarienne, certes impossible sans recours à la violence armée, est imminente en France, mais nous affirmons qu'elle exige une longue préparation, patiente et minutieuse, seulement possible si l'on détruit l'idéologie démobilisatrice de la voie pacifique et électoraliste.

Il y a encore d'autres points sur lesquels nous pouvons lutter de concert avec les camarades communistes de base et, naturellement, en premier lieu, la lutte contre le Plan Barre N°3, contre le patronat, contre les licenciements, pour de meilleurs salaires, pour des conditions de travail décentes, etc.

Nous devons aussi, par-delà les adhérents du PCF et de la CGT, redonner courage et confiance à ceux qui sont amers, sceptiques et désespèrent de la révolution et du socialisme, et nous avons pu constater que ce courant a sensiblement grandi depuis le 19 mars dernier.

Enfin, nous ne devons pas ignorer les revendications fondées et spécifiques mises en avant par nos frères immigrés, partie intégrante de la classe ouvrière de France, par la jeunesse, par le mouvement des femmes, par les écologistes.

Nous devons marcher sur nos deux jambes, c'est à dire, soutenir d'un côté l'urgente et indispensable action contre la guerre, contre les menées expansionnistes et hégémonistes du social-impérialisme soviétique par priorité, contre les activités impérialistes américaines, contre les interventions militaires et de toute nature du néo-colonialisme français. De l'autre côté, nous devons soutenir les indispensables luttes de classe politiques et sociales des travailleurs de notre pays.

Il y a nécessité d'une correction relative en ce qui concerne notre lutte contre la guerre. En effet, l'opportune formulation de notre ligne fixée par notre Bureau politique pour faire suite à la deuxième session de notre Comité central :

- Contre le gouvernement Giscard-Barre,
- Pour sortir de l'impasse des partis de gauche,
- Lutter dans l'unité,
- S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste

mérite certainement un élargissement à nos tâches internationales les plus urgentes, et particulièrement à notre dénonciation indispensable des menaces de guerre impérialiste qui s'accumulent chaque jour davantage.

Oui, notre PCMLF est pour l'Unité et pour le Pain des Travailleurs, mais il combat aussi pour l'indépendance des peuples et contre la guerre impérialiste, nous ne devons jamais l'oublier, ni même amoindrir nos efforts sur ce point.

En avant donc, camarades, pour l'Unité, pour le Pain, pour la Liberté, et contre la guerre!



Editorial

Détermination, unité, coordination

Les arsenaux, Renault, Boussac et tout le textile dans les Vosges, Moulinex : ces conflits ouverts depuis maintenant des semaines, ne sont pas réglés. Sans aucun doute, le gouvernement qui dans tous les cas a fait donner sa police sans pouvoir en venir à bout, escompte avec la période des vacances un pourrissement des luttes.

Les dirigeants des syndicats, dans une telle situation, continuant sans honte à s'asseoir avec les patrons pour discuter retraite, indemnités de chômage, temps de travail et autres points sur lesquels le CNPF ne propose rien d'autre qu'une remise en cause d'avantages acquis, un retour en arrière.

Sur le terrain, les licenciements, les salaires et les conditions de travail attaqués de tous côtés par le plan Barre III continuent — ô combien — à justifier la lutte ferme et résolue des travailleurs, comme il l'aurait fallu aussi du temps des plans Barre I et II. Toute la classe ouvrière est touchée, Français et immigrés, et avec elle d'autres couches : petits paysans que les projets gouvernementaux se proposent de jeter par centaines de mille hors des campagnes, employés et travailleurs intellectuels frappés par la hausse des prix, l'instabilité accrue de leur emploi par la généralisation du travail sous contrat à durée limitée, de l'auxiliaire et autre ; jeunes livrés à l'exploitation des patrons sous couvert de stages-formation.

De cela les travailleurs ont conscience. De même, une fois effacé le découragement dû à l'échec de la gauche en qui PC, PS et syndicats avec eux avaient fait placer d'illusoire espoirs (à force de campagnes massives de propagande en ce sens), bien des travailleurs ont retrouvé la voie de la lutte avec des moyens sérieux (grèves, occupations prolongées), pour gagner.

L'aspiration à l'unité à la base, sur des objectifs précis, clairs est profonde : elle se manifeste avec force dans les luttes en cours. Elle se traduit notamment par une opposition vive aux divisions et aux querelles des syndicats dont les directions sont inféodées aux partis de gauche.

Pour assurer le succès des luttes en cours et de celles qui inévitablement se déclencheront par la suite, il est nécessaire de développer et renforcer les caractères positifs : détermination, unité à la base, souci de la coordination

Premièrement, la détermination manifestée par la classe ouvrière est directement liée à la conscience qu'il n'y a rien à attendre des concertations entre états-majors syndicaux, patronat et gouvernement. Cette conscience il est nécessaire de l'approfondir. Il s'agit là d'un débat décisif au sein du mouvement syndical.

Deuxièmement la volonté d'unité à la base doit pouvoir se concrétiser dans la direction des luttes notamment en recourant aux méthodes qui associent syndiqués et non-syndiqués à la direction en dépassant les divisions syndicales ce qui peut être réalisé dans les comités de grève.

Troisièmement, la coordination des luttes au niveau d'un trust, d'une région telle qu'elle se dessine dans les Vosges et à Moulinex qui a été sabotée chez Renault par les directions syndicales doit être mise en œuvre partout. Pour le faire, il ne faut absolument pas s'en remettre aux confédérations qui ont largement prouvé, en particulier à l'occasion des grèves dans le secteur hospitalier, qu'elles refusaient de l'organiser.

Voilà trois idées qu'il faut faire avancer dans la classe ouvrière et dans les syndicats. Trois axes de travail qu'il faut prendre en main, si l'on veut que la riposte au plan Barre gagne en force et augmente ses chances de succès.

Jacques DUROC
Pierre MARCEAU

Appel aux ouvriers des arsenaux

La lutte des ouvriers de l'arsenal de Brest est celle de tous les travailleurs

C'est la plus importante lutte depuis les élections. Avec celles de Moulinex qui touche toutes les usines du groupe et de Renault-Flins et Cléon, qui est restée isolée et a été réprimée. Mais c'est bien vers la grève des travailleurs des Arsenaux, par le nombre des grévistes (plus de 50 000) et par leur détermination, à Brest et dans toute la France, que la classe ouvrière a les yeux tournés. Sa réussite ou son échec pèseront beaucoup dans le développement de la lutte contre le plan Barre et le régime de Giscard.

Il faut tout faire pour que ce soit un succès !

NE PAS CÉDER AU CHANTAGE DE BOURGES

Le gouvernement n'a rien cédé. L'attitude de Bourges n'indique en rien qu'il est disposé à le faire. « Reprenez le travail, on négociera ensuite ». Ensuite... ce seront les vacances. Le rapport de force sera à ce moment-là en sa faveur, et sans la pression des dizaines de milliers de grévistes, il ne céderait pas. L'arrêt du mouvement gréviste entraînerait l'échec et signifierait la reconduction des

mesures gouvernementales pour de nombreuses années.

IL FAUT GAGNER

Et pour cela, ne pas faire confiance aux promesses de négociation mais au développement de la lutte.

A son extension d'une part, à la coordination de l'action entre les différents établissements.

Au renforcement de l'unité des grévistes : en développant la démocratie quant aux décisions à prendre, par les assemblées d'ateliers, les contacts entre ateliers.

En durcissant, puisque les actions menées n'ont pas suffi : piquets de grèves pour s'opposer aux réquisitions, blocage des portes comme à Lorient, des entrées de la ville comme à Cherbourg... Les idées ne manquent pas.

Il faut continuer la grève ! C'est une nécessité vitale et cela pour plusieurs raisons :

— 15 jours de grève, ça ne peut pas déboucher sur des miettes, il faut la victoire, pour les grévistes bien sûr, mais aussi pour que toute la classe ouvrière reprenne confiance dans la lutte.



ÉTENDRE L'ACTION !

Pour que la pression sur le gouvernement soit encore plus efficace, il faut appuyer plus fort. Y'en a marre des manifs-entourlements qui tournent en rond entre la Porte Jean-Bart, la mairie et le château. Jusqu'à maintenant, ça n'a pas fait céder le gouvernement, on ne voit pas pourquoi ça changerait. Non, ce qu'il faut, ce sont des actions qui marquent le coup, qui gênent vraiment le pouvoir !

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !

Faire tout pour que la solidarité se réalise autour

des travailleurs des Arsenaux, à Brest et ailleurs en France, c'est nécessaire. Il faut développer les liens avec les autres boîtes de Brest, et en premier lieu avec la métallurgie. Il faut mettre en place une coordination avec les autres arsenaux, en particulier le plus proche, Lorient. Bref, il faut développer l'unité ouvrière, l'unité de classe contre la bourgeoisie et son État, et dans ce sens des traditions existent à l'Arsenal de Brest.

Les communistes
marxistes-léninistes
de Brest

A l'approche des vacances...

Les travailleurs des Vosges ne désarment pas

Les travailleurs de Boussac continuent de barrer les routes dans les Vosges et chaque jour voit de nouveaux barrages s'élever. C'est ainsi que les travailleuses de l'usine de Saint-Laurent (Vosges), employées par Boussac ont bloqué le rond-point situé à la sortie d'Épinal, dans la direction de Remiremont. D'autres barrages restent en place : ceux du canal de l'Est, sur les nationales 57, 59 et 424 donnant

Routes, voies ferrées et canal barrés à Nomexy.



accès à la vallée du Rabodeau.

Le jeudi 29 juin, l'ensemble des travailleurs de la vallée du Rabodeau ont débrayé et manifesté dans l'unité : il y avait là les travailleurs de chez Boussac, ceux de chez Jacquelin (Aga-che Willot) de Moyenmoutier. Les routes menant à Strasbourg et à Colmar ont également été barrées par les travailleurs.

Dans l'ensemble des usines Boussac et autres entre-

prises touchées par les mesures de licenciement, l'occupation a lieu et les travailleurs ont pris la décision de faire visiter ces usines menacées de fermeture, en expliquant le fonctionnement des métiers et leurs conditions de travail.

Après le dépôt de bilan de sept nouvelles sociétés du groupe Boussac et après avoir obtenu les salaires de juin, les ouvriers du groupe Boussac ont envoyé les délégués pour exiger des garanties sur leur paie de juillet et d'août à M. Pesson, l'administrateur judiciaire. Ils exigent aussi du travail après les congés.

C'est bel et bien grâce à l'action politique des travailleurs vosgiens, à leur riposte de masse — l'occupation des usines et les barrages sur les routes — que l'administrateur ne peut rien décider de lui-même, que banques et gouvernement sont mis en difficulté.

Pendant la période des vacances d'été, de partout, les travailleurs des Vosges ne désarment pas. Bien au contraire. Face à l'arbitraire patronal, ils répondent du tac au tac, dans l'unité, entendant bien par

là montrer à tous ces exploités — patrons, banques, gouvernement — pourquoi ils lutteront jusqu'au bout : pour prendre le droit de travailler et de vivre au pays, là où ils sont nés, où se trouvent leurs parents, leur famille.

Le résultat de l'entrevue de jeudi après-midi, au siège des usines Boussac à Paris, n'a apparemment rien apporté de positif aux travailleurs. Pesson n'a pas pu apposer sa signature en bas du texte ; il se voit contraint de constater que le démantèlement du groupe Boussac serait une mauvaise opération ; quant aux paies de juillet, il fera, dit-il, tout « son possible » pour qu'elles soient assurées. Quant à garantir l'emploi à la rentrée...

Gageons que les travailleurs, une fois de plus, sauront montrer leur détermination à mener l'action jusqu'à la victoire. Si vous faites partie des sept millions de vacanciers qu'annonça à grands renforts de publicité la presse, si vous passez par les Vosges allez soutenir et rendre visite aux Boussac qui occupent leurs usines.



la France des luttes

Où en est la lutte des Moulinex?

Quatre des cinq usines Moulinex des pays de la Loire et de la Manche sont occupées. L'usine de Saint-Malo n'occupe pas, mais a fait un débrayage d'une heure et une manifestation à l'intérieur de l'usine.

Dans la Sarthe, les ouvriers poursuivent leur lutte, à Mamers, et à Fresnay-sur-Sarthe.

A Alençon, mercredi matin, les flics étaient toujours dans l'usine. Cinquante gendarmes mobiles ont remplacé les CRS. Les grévistes ont donc gagné les non-grévistes à leur cause commune, il y a de moins en moins de non-grévistes.

A Caen, comme toutes les autres usines Moulinex, la mobilisation se renforce, les syndicats poursuivent leurs efforts pour que tous les grévistes de toutes les usines marchent d'un même pas.

La direction de Caen a engagé un commando fasciste pour forcer les portes

lundi matin à 8 h 15, alors que des négociations commençaient. Ce commando était formé de cadres et d'agents de maîtrise de l'usine appuyés par des nervis fascistes (la CFT de Citroën ?). Les femmes - il y avait surtout une majorité de femmes - ont rapidement organisé la riposte, mais le commando est parvenu à les évacuer et à occuper l'usine.

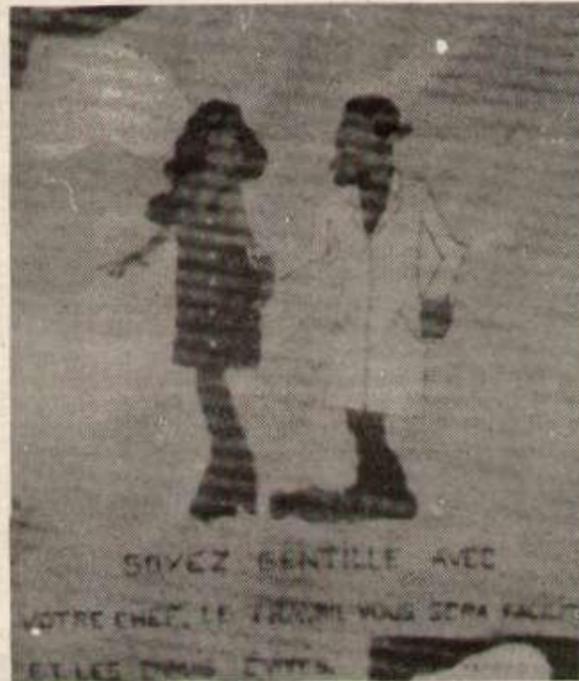
Vers 10 h 30, à l'appel des organisations syndicales CGT et CFDT, de nombreux travailleurs du CMU, de Saviem, de Radiotechnique, de Nozal occupée étaient aux portes de l'usine pour affirmer leur solidarité et condamner les bandes fascistes.

La grève s'est renforcée après cette attaque. Les grévistes étaient plus nombreuses que la veille, écourées par les manœuvres fascistes de la direction.

Après deux jours de né-

gociations, la direction refuse de céder, elle ne consent qu'à 2 % d'augmentation

(40 à 50 F par mois), alors que la revendication principale est de 400 F.



Panneau réalisé par les ouvrières de Moulinex à Caen.

La lutte des «Moulinex» de Mayenne

D'après une enquête de Nicole Margerie

A Mayenne, l'usine n'est pas entièrement en grève et, dans des ateliers, on travaille encore. L'usine est formée de plusieurs bâtiments et si les travailleurs occupent le bâtiment vital (montage-moteur et montage-appareil), cela est une victoire et ça n'a pas été facile.

Mais le patron de Moulinex et l'encadrement à sa botte, comme dans les autres usines du groupe, sont particulièrement vicieux. Ils multiplient les provocations.

Après s'être fait vider, ils essaient de réinvestir l'usine en passant par le tunnel du convoyeur aérien. Ils sont refoulés à la lance-incendie.

Ensuite, le patron essaie d'empêcher les personnes venues apporter leur soutien d'approcher de l'atelier occupé.

Mais ce qui révoite le plus les grévistes, c'est qu'il a embauché des vigiles. Ceux-ci investissent l'usine avec des chiens policiers, soi-disant pour faire respecter la liberté du travail.

Les vigiles employés par Moulinex font partie d'une société de gardiennage. Cette société embauche à la sortie d'une caserne, d'anciens légionnaires.

LA RIPOSTE

A Mayenne, le syndi-

cat qui dirige la lutte est la CGT et les métallos CGT de la Mayenne montrent leur solidarité à Moulinex. Pour obtenir le départ des vigiles, ils occupent la chambre patronale de Laval et séquestrent son secrétaire général. « Tant que les vigiles seront à Moulinex, il restera séquestré ».

En fin de compte, des négociations s'établissent et les vigiles et leurs chiens quittent Moulinex.

Quant à la municipalité socialiste, elle est venue soutenir les grévistes, mais elle ne s'est pas vraiment adressé à eux : « Bonjour, bon-

soir, on dirait qu'elle vient à regret ». Voilà pour le « soutien » de la municipalité. Les travailleurs des autres boîtes de Mayenne, eux, par contre, n'ont pas ménagé leur solidarité : des diffusions de tracts ont été faites, des collectes de soutien également.

Le syndicat Paysans-Travailleurs a également donné son soutien et quand les grévistes ont fait connaître leur lutte à l'occasion d'une fête qui se tenait en ville, un grand nombre de jeunes sont venus soutenir les Moulinex.

Les travailleurs de Moulinex ont engagé une lutte qui ne se finira pas avec la grève

Les travailleurs de l'usine Moulinex de Mayenne sont dans une situation particulière qui est liée à l'histoire de cette région. La Mayenne est essentiellement un département rural et il est, à l'heure actuelle, en pleine transformation.

C'était une région où il y avait beaucoup de petites fermes, appartenant à des propriétaires fonciers. Ceux-ci, bien souvent, ne vivaient que de leur fermage, connaissaient leurs fermiers depuis longtemps et ne se gênaient pas pour exercer des pressions sur ceux-ci, pour qu'ils mettent leurs enfants à l'école libre, par exemple. De plus, c'était un département où le catholicisme était une institution. A l'heure actuelle, il y a beaucoup de changements. Sous la pression du capitalisme et de la modernisation qui l'accompagne, les fermes s'agrandissent, les petites disparaissent. De plus maintenant, le plus souvent, c'est un couple qui tient une ferme alors que, dans le

temps, il y avait des communs, des bonnes de ferme. Si bien que beaucoup d'emplois ont disparu. Les jeunes sont obligés de partir, souvent vers Paris.

Cette région est une région où subsistent beaucoup d'idées individualistes et arriérées du fait de son histoire. La lutte, la grève, cela fait peur ou bien les gens pensent qu'ils pourront s'en sortir avec le patron, comme ils essaient de s'en sortir avec le propriétaire, avec le curé en allant le voir, lui parler, en faisant passer l'orage en offrant des produits de la ferme.

Les ouvriers de Moulinex parlaient d'un paysan qui ne comprenait pas que sa fille ne soit pas entrée au bureau. Il avait pourtant amené un canard ! Ces méthodes peuvent sembler du temps passé, mais elles se pratiquent encore, et dans les villages de la Mayenne, la bataille est encore entre les « rouges » qui vont à l'école laïque et les

« blancs » qui vont à l'école libre.

Cette histoire a pesé sur les travailleurs de Moulinex amène aussi à des situations contradictoires.

D'un côté, des femmes qui amènent des œufs au chef, et de l'autre un soutien silencieux des travailleurs qui n'osent pas encore faire grève, mais qui collectent dans les ateliers pour que ceux qui osent faire grève tiennent.

En plus de la lutte contre le patron, c'est aussi contre toutes ces idées que les grévistes de Moulinex ont engagé la bataille. Devant leur action, le patron

a montré aux travailleurs indécis et hésitants ce qu'était un patron capitaliste.

Par leur grève, les travailleurs de Moulinex ont engagé une lutte qui ne se terminera pas par la victoire ou la défaite de leur grève. Ils ont engagé une lutte qui se prolongera dans toutes les têtes, une lutte contre les idées arriérées, une lutte qui apprend ce qu'est le capitalisme, comment un patron qui, pour préserver ses bénéfices, vous met un vigile et un chien policier dans le dos pour aller travailler. Ils ont engagé une lutte qui prépare les victoires.

Quelques chiffres

A Mayenne, un OS2 gagne 1 900 F par mois pour 40 heures. Un OS2 fabrique par jour de 150 à 160 moulinettes. Celles-ci sont vendues environ 150 F l'unité. Faites le calcul.

De plus le bilan de 1977 laisse apparaître une nette augmentation des bénéfices par rapport à 1976 qui avait déjà été une très bonne année pour le patron.

Femmes

Nathalie Villotiers

La riposte au viol de Fatima

C'est ainsi que nous sommes retrouvées à près de 200, mercredi soir. Femmes et hommes avaient répondu à cet appel.

Une banderole et des panneaux étaient au milieu du rassemblement, où on pouvait lire que « quand une femme dit NON, c'est NON » et des slogans de solidarité avec les femmes violées.

Une femme du groupe a pris la parole, elle a dénoncé le scandale du viol et a fait remarquer que si les trois flics violeurs sont inculpés, ce ne sera pas la prison qui règlera le problème du viol.

Le cortège s'est dirigé en direction d'une cité ouvrière de Saint-Denis, aux cris de : « Ras le viol », « Sifflées, battues, violées, les femmes en ont assez », en chemin, nous avons rencontré les flics qui barraient l'accès d'une rue. Une bonne partie de la manifestation s'est dirigée vers eux. Les femmes tenaient à crier leur révolte, leur haine. Les flics n'étaient pas spécialement à l'aise, certains prenaient un petit air détaché, d'autres riaient jaune.

L'autre groupe de la manifestation est resté à l'écart, estimant qu'il ne fallait pas provoquer les flics, et que de toute manière les gens qu'il fallait convaincre, ce n'était pas les flics, mais bien les femmes et les hommes de la cité ouvrière où nous nous dirigeons.

Tout au long du parcours, des femmes collaient des affiches sur la solidarité contre le viol et bombaient les mots d'ordre repris dans le cortège.

Le but de cette manifestation était de montrer que les viols ne sont pas oubliés et que les flics ne resteront pas impunis pour leurs crimes. Les crimes racistes, les attitudes anti-jeunes, sexistes, les viols ne sont pas des « bavures », mais un processus logique.

Pourquoi la bourgeoisie a-t-elle des flics ? Pour maintenir son oppression : tout ce qui entrave sa domination sur le peuple est réprimé par les flics. Ils doivent créer un climat de terreur. C'est pourquoi le mot d'ordre lancé à la manifestation : « Notre sécurité, c'est pas l'affaire des flics » est particulièrement juste.

L'affaire de Saint-Denis montre bien qu'au lieu de « protéger les femmes », les flics les agressent. Ils ne sont pas toujours pressés d'intervenir quand on les appelle ; dans les commissariats, non seulement ils accueillent souvent les femmes violées par des ricanements vicieux et de délectation, mais encore, ils pratiquent eux-mêmes le viol.

PROPOSITION DE LOI SUR LE VIOL PAR LE SÉNAT

La loi sur le viol date

du 19e siècle, elle tend à protéger du « déshonneur » la famille plutôt qu'à défendre les femmes agressées.

C'est sous l'impulsion des luttes des femmes que les sénateurs ont été obligés d'aborder la loi sur le viol. Elle comporte des aspects positifs, mais les femmes doivent être vigilantes pour son application. C'est par la lutte qu'elles l'ont obtenue. C'est par la lutte qu'elles auront son application.

« Le viol sera sanctionné d'une peine de cinq à dix ans de réclusion criminelle. Cette peine pourra être portée à vingt ans lorsqu'il s'agira de viols infligés à des infirmes physiques ou mentaux ainsi qu'en cas de viol collectif ».

« Afin d'aider les victimes de viol qui n'oseraient pas porter plainte, les médecins seront autorisés, sans entreprendre le secret professionnel, à porter à la connaissance du procureur de la République - avec l'accord de la victime - les sévices qu'il aura constatés dans l'exercice de sa profession et qui lui permettront de présumer qu'un viol ou attentat à la pudeur aura été commis ».

« Ces dispositions devront maintenant être examinées par les députés, vraisemblablement à l'automne, la présente session se terminant à la fin de la semaine ».

Si cette loi passe, qu'est-ce qui changera ?

Est-ce que les patrons qui violent leurs employées, seront-ils poursuivis par la justice bourgeoise ?

Est-ce qu'il n'y aura pas deux poids, deux mesures, selon que le violeur est ouvrier ou patron ? Est-ce que les prisons ont changé, ne serait-ce qu'une seule fois, les crimes de cette société ? Est-ce que la bourgeoisie ne va pas profiter de cette loi pour oublier de faire le procès du viol et de chercher les racines de ce crime ?

Par ailleurs, cette loi n'a trait qu'à un aspect de l'oppression des femmes.

Celles-ci luttent contre le viol, mais elles luttent aussi contre toutes les manifestations d'oppression dont elles sont victimes en société capitaliste. Elles luttent pour le droit au travail, avoir un salaire égal à celui des hommes pour un même travail, pour accéder à une véritable formation professionnelle, à une promotion dans l'entreprise qui ne passe pas par la coucherie avec le patron ou avec le chef.

La fin de l'oppression des femmes ne passe pas par la répression des hommes. Les femmes doivent mener leur combat contre la bourgeoisie qui a inculqué l'image méprisante de la femme aux hommes. C'est avant tout leur combat, et elles doivent éduquer leurs camarades - hommes - pour les associer à la lutte pour leur émancipation.

LISEZ PÉKIN INFORMATION No 24 :
 Déclaration du ministère chinois des Affaires étrangères au sujet de l'expulsion des ressortissants chinois par le Vietnam.
 No 25 : Qui est l'instigateur ? un commentaire du « *Renmin Ribao* » sur le rôle de l'URSS dans la campagne antichinoise du Vietnam.

Presse

La main noire du monopole Hersant

MOBILISONS-NOUS POUR SOUTENIR LES RÉSIDENTS SONACOTRA INCULPÉS !

La mobilisation aux procès est très importante, en particulier pour le premier d'entre eux, qui aura lieu le 4 juillet à Rambouillet.

Voici la liste :

- Foyer d'Élancourt : le 4 juillet à 14 h au tribunal de Rambouillet ;
- Argenteuil (4 foyers) : le 5 juillet à 14 h au tribunal de Sannois ;
- Foyers de Saint-Denis et Pierrefitte : le 7 juillet à 14 h au tribunal de Saint-Denis ;
- Foyer d'Ivry : le 7 juillet à 9 h au tribunal de Longjumeau ;
- Foyer de Cheiles et de Noisiel : le 10 juillet au tribunal de Lagny ;
- Foyer de Nanterre : le 11 juillet à 14 h au tribunal de Puteaux ;
- Foyer de Montreuil : le 12 juillet à 10 h au tribunal de Montreuil ;
- Foyer d'Ermonville : le 13 juillet à 14 h au tribunal de Montmorency.

« Un an de lutte, de liberté, de solidarité »
FETE ANNIVERSAIRE
 Au foyer Sonacotra d'Ivry-sur-Seine
 4, rue Michelet
 Samedi 1er juillet de 14 h à 22 h
 (Métro Mairie d'Ivry)

Parution de l'Humanité rouge pendant les vacances

A nos lecteurs
 Pendant la durée des congés d'été, le quotidien cessera sa parution du 30 juin au 4 septembre. Le bimensuel paraîtra les 6 et 27 juillet et le 24 août, puis reprendra régulièrement sa parution à partir du 6 septembre.
 Nous demandons à nos lecteurs de communiquer le plus rapidement possible à l'administration l'adresse à laquelle ils désirent recevoir ces numéros en cas de changement d'adresse (indiquer entre quelles dates il se produit) et la modification éventuelle du nombre de prises.

Pour l'été, commandez vos brochures

- « Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière »
 Par André Druesne
 - « Kampuchea démocratique : L'aube d'une vie nouvelle »
 Par Pierre Delaube
 - « Zaïre : poursuivre la lutte contre le social-impérialisme »
 Par des communistes marxistes-léninistes zaïrois
 - « La question de l'énergie nucléaire »
 Par Jean Nestor
- De nombreuses autres brochures sont disponibles en écrivant à :
 APN-Éditions - BP 279 75886 - Paris cedex 18

Un livre à lire absolument pendant vos vacances

« URSS, la dégénérescence du socialisme au social-impérialisme »

..... 16 F

Et aussi :

« Les questions du léninisme »
 Par Joseph Staline

..... 6 F

Et bien d'autres, notamment les périodiques chinois. Passez vos commandes.

Vente par correspondance par E-100 - 24, rue Philippe de Girard 75010 - Paris (Ajouter 3 F au prix indiqué pour participation aux frais).

Une brochure à lire pour bien comprendre la situation internationale

La théorie du président Mao sur la division en trois mondes

L'exemplaire 1,30 F - Éditions de Pékin

Ne manquez pas d'aller faire un tour avec vos amis et connaissances dans des librairies qui offrent un large éventail de choix : livres militants, ouvrages distrayants.
 Les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville - 75020 Paris
 La Force du livre - 33, rue René Laynaud - 69001 Lyon

Administration de l'Humanité rouge

L'administration de l'Humanité rouge fait savoir qu'elle continue de fonctionner pendant les deux mois d'été. Vous pouvez notamment commander la série de quotidiens contenant les articles sur la Chine. Envoyez vos souscriptions et réglez vos dettes au CCP 30 226 72 D La Source.

Communiqué de la JCMLF

Nous sommes dans l'impossibilité de faire paraître le numéro de la Jeune Garde rouge prévu pour la période des vacances. Le prochain numéro ne sortira qu'à la rentrée.

Faucille

Le prochain numéro va paraître. Passez vos commandes.

Le *Quotidien de Paris* a publié son dernier numéro mercredi. Le *Matin* annonce qu'il doit passer par le réseau Hersant. Le monopole Hersant, lui, se porte bien et se développe.

Une opération politique et financière se trame dans les couloirs de l'*Aurore*. Comment peut-on encore parler de « liberté de la presse » ?

La dernière arme de Hersant, le monopole de la presse, c'est le fac-similé. Le fac-similé est un procédé de transmission qui permet (mais à quel prix ?) aux quotidiens parisiens nationaux d'envoyer simplement des photographies de leurs pages vers la province. L'impression est alors réalisée dans différentes villes de province.

LE MATIN

Le groupe Hersant dispose de son propre groupe de fac-similé et de ses propres imprimeries. Les autres quotidiens avaient constitué trois sociétés afin de disposer des mêmes possibilités techniques : la COFAX, le SEREFAX et FAXIM-PRESSE.

Mais le monopole Hersant, qui possède, entre autres, *Le Figaro* et *France-Soir* réussit à imposer sa loi de telle manière que *Le Matin* se dit obligé de quitter les trois sociétés dont il était membre pour passer par le réseau de fac-similé de Hersant pour ses lecteurs de l'Ouest : Brest, Rennes et Le Mans.

LE QUOTIDIEN DE PARIS

C'est ce même fac-similé qui a, entre autres, causé la mort du *Quotidien de Paris* qui ne pouvait sup-

porter la dépense du fac-similé. Or, ne pas utiliser le fac-similé, c'est automatiquement avoir du retard sur les autres journaux et perdre une grosse partie de ses lecteurs de province.

La diffusion du *Quotidien de Paris* était, ces jours-ci, d'environ 14 000 exemplaires pour toute la France dont un peu moins de 5 500 pour Paris-sur-face. Cela représentait une baisse de 20 % par rapport à la même période de l'an dernier et de 44 % par rapport à janvier 1977.

14 000 exemplaires, c'est trop peu pour faire face au monopole Hersant, grand magnat de la presse française. Il faut savoir qu'avec près d'un demi-million d'acheteurs, *Le Monde* a lui-même « perdu » de l'argent l'an dernier.

La presse est donc elle aussi victime du processus de concentration monopoliste : se plier à la loi du plus fort, le monopole Hersant, ou mourir.

L'AURORE

Comment peut-on alors encore parler de « liberté de la presse » ?

Prenez un dernier exemple : les difficultés de l'*Aurore*. Aujourd'hui, pour ce journal, la seule possibilité de continuer à vivre est d'accepter une mainmise plus grande encore du gou-



vernement giscardien. Le gouvernement ne se trouve pas prêt à soutenir le patron de l'*Aurore*, Boussac. Mais un groupe serait prêt à repêcher le quotidien dès qu'il coulera.

Ce groupe comprendrait : la Banque de Suez, la Banque de Paris et des Pays-Bas et des patrons de l'Unicer (Union nationale des chefs d'entreprise res-

ponsables), ainsi que des grands industriels comme Ambroise Roux, Michelin et Peugeot.

Une presse obligatoirement soumise à la loi du monopole Hersant et à la concentration monopoliste, obligatoirement soumise à l'argent des grandes banques et du grand patronat, telle est la réalité de la « grande presse » aujourd'hui.

En réponse à Jeannette Vermeesch

Nouveau tour de force du Bureau politique du PCF

Le Bureau politique du PCF a statué sur le cas de Jeannette Thorez-Vermeesch et a publié jeudi un communiqué à cet effet. C'est à un nouveau tour de force que vient se livrer la direction de ce parti.

Premièrement, pour le Bureau politique, plus le PCF est divisé, plus il est unanime...

Aujourd'hui, une nouvelle aile du PCF, pro-russe, prend la parole. Conclusion du Bureau politique : on réaffirme « l'accord massif des communistes avec l'analyse et les conclusions du Comité central. » Sans sourciller...

Deuxièmement, le Bureau politique annonce que la « discussion » qui se déroule, dit-on, au sein du PCF a « contribué à favoriser le développement des luttes sociales ». Les luttes de Renault, des arsenaux, des travailleurs des Vosges, trouveraient en partie leur origine dans la force du débat interne qui divise le PCF... Voilà qui étonnera les grévistes en question !

Troisièmement, le même communiqué annonce

que Jeannette Vermeesch fait le jeu de la droite et... du PS. On peut lui reprocher à juste titre beaucoup de choses à Jeannette Vermeesch et nous ne nous privons pas. Mais ressortir à chaque fois la même accusation « d'agent du PS », pour toute réponse à toute contestation, cela devient ridicule autant que scandaleux.

Sans doute est-ce parce qu'elle a mis publiquement le PCF en garde contre le PS que Jeannette Vermeesch fait le jeu de Mitterrand ?

Cette attitude permet notamment au Bureau politique de ne pas parler de ce qu'a dit Jeannette Vermeesch sur l'URSS. Pourtant elle a justifié de façon scandaleuse, l'invasion russe en Tchécoslovaquie, l'existence des camps de concentration russes. Combien de spectateurs n'ont-ils pas bondi de leurs sièges en entendant un tel discours ? Cela n'a pas dû émouvoir beaucoup le Bureau politique du PCF dont le communiqué est silencieux sur ce point...

Implantation militaire soviétique au Vietnam

L'URSS aurait installé une base de missiles à longue portée dirigés vers la Chine sur la côte-sud du Vietnam, dans la baie de Camranh. Le personnel serait exclusivement soviétique.

Tel est le témoignage d'un Chinois du Vietnam, réfugié en Chine, que rapporte l'agence *France-Presse*. Le témoin, qui est un ancien cadre du FNL à Saïgon, fait également état de « l'amertume » des communistes sud-vietnamiens après la Libération du fait de l'activité des cadres venus du Nord.

Un autre réfugié, également membre du Parti communiste vietnamien, fait état de la présence de bâtiments de guerre soviétiques (destroyers), depuis

plusieurs mois, au large du port de Haiphong.

Le correspondant de l'AFP fait également état de témoignages signalant la construction d'au moins cinq stations-radars en territoire vietnamien, à proximité de la frontière chinoise. Ces stations construites par les Soviétiques seraient dirigées par des conseillers soviétiques.

Les témoignages des réfugiés dont plusieurs sont des vétérans communistes indiquent que, en plus des persécutions dont la population chinoise du Vietnam était l'objet, l'enrôlement massif des jeunes Chinois dans l'armée pour participer à l'agression contre le Kampuchea est aussi à l'origine de leur départ du Vietnam.